

VIOLENCE ET CONSTITUTION DE MILICES DANS L'EST DU CONGO: LE CAS DES MAYI-MAYI

par Koen Vlassenroot

Abstract

One of the most severe impacts of the current conflict in eastern Congo is the growing importance of rural militias. Marginalised socially, scores of young people are increasingly attracted to the mobilising efforts of new local actors. Reducing the explanation of the current crisis to an ethnically underpinned message, is generally sufficient to convince youngsters of joining (or forming) militia, which are presented as local branches of the Mayi-Mayi movement. Banned from all political participation, for young Congolese men these militias provide them with a semblance of social integration.

The inquiry into this phenomenon traces the emergence of the first militias to the end of the eighties. These first generation militias were a result of the growing willingness of marginalised youngsters and school drop-outs to form groups of under-aged combatants acting against every representative of modern political authority and against their desperate feelings of exclusion, for which both their political and social environment were held responsible. Most of these youngsters felt betrayed by their own governments, abandoned by international organisations and forgotten by the world. As they had nothing more to lose than their marginalisation, rebellion became an option, both as a survival strategy and as a strategy of self-defence against a predatory political and social order. The shiftiness of their ideological basis and allies only further proved what these first militias were about: a search for alternatives to a situation of acute deprivation. Their strong proliferation in the most marginalised parts of society was additional evidence of this guiding logic.

In this article, it was questioned whether these first generation militias and those instituted after the start of the AFDL campaign are part of the same dynamic. The data that was collected reveals that the RCD rebellion has had an escalating effect on the proliferation of new militias, while the AFDL rebellion mainly offered the already existing militias a new cause: that of an anti-Tutsi force fighting against foreign occupation. In resistance to the effects of state collapse and armed foreign interventions, rural and urban youth today have combined former traditions and newly developed patterns of mobility in an interpretation of customary and national defence. This has not meant that they link up with the traditional emanations of authority. Rather, a crisis in the social fabric has meant a shift in authority towards these combatants and the use of violence. Since the start of the RCD-rebellion, shared feelings of antipathy towards the «Tutsi-aggressors» have also facilitated the creation of links between these diverse local groupings and other, foreign, factions of armed militia roaming the local countryside. Consolidation, however, remains unlikely as this shared ideology does not run very deep and alliances continuously change.

1. INTRODUCTION

Lorsque des combattants mayi-mayi tout nus prirent temporairement, en 1997, le contrôle du passage frontalier entre Goma et Gisenyi (Nord du

Rwanda), ce fut la première fois qu'ils révélèrent leur existence au monde extérieur. Même si toute authentification de la véritable identité de ces combattants s'avérait difficile à établir, pour la plupart des observateurs il s'agissait d'une preuve amère de ce que les parties orientales du Congo plongeaient toujours davantage dans la violence anarchique, rendant jour après jour la région plus proche de la dénomination stéréotypée de «cœur des ténèbres». Ce qui manquait à ces observateurs, ce n'était pas une compréhension du conflit au sein de la RDC ni les termes descriptifs pouvant servir à une perception claire de ce phénomène. Les images qu'on se faisait de ces combattants étaient fort appréciées, car elles représentaient la réalité exotique et primitive que recherchaient ces observateurs et journalistes. On pourrait même dire que la plupart d'entre eux souhaitaient que cette région reculée fut ainsi: la représentation des côtés les plus sombres de l'humanité, ou alors une autre civilisation n'ayant aucun lien avec le monde occidental civilisé¹. Ce qui manquait réellement, c'étaient les outils nécessaires pour rendre compte du comportement violent de ces guerriers. Si l'on suit les termes de Kaplan, la «rage aveugle» de ces combattants mayi-mayi n'avait rien à voir avec la politique, mais devait être stigmatisée comme un comportement criminel de masse². Même si au XIXe siècle déjà il a été affirmé que la criminalité était «la forme la plus primitive de la contestation»³, la plupart des observateurs ont continué à faire référence à ces guérilleros ou à ces rebelles comme à des «bandits» ou des «assassins». Les combattants mayi-mayi, dans leur nudité, furent considérés comme un retour en arrière, par contrecoup de la modernisation, ou une reprimotivisation de la société africaine. En fin de compte, ce type d'approche servait un intérêt évident: il venait appuyer les appels largement répandus à un désengagement international et en même temps il légitimait le désintérêt grandissant et tragique à l'égard des crises africaines.

En y regardant de plus près, cependant, on peut détecter une certaine rationalité derrière ces actes de violence. L'actuelle violence dans le Nord et le Sud du Kivu ne peut être déconnectée du long processus de désintégration politique sans référence à un contexte propre, à savoir l'extrême faiblesse de l'Etat. Le rapport est clair entre cette nouvelle violence locale et la nature de l'Etat africain postcolonial, lequel, par manque de mécanismes liant ses citoyens à l'ordre social, a produit des milliers de jeunes marginalisés. Comme le note Richards, «*la nouvelle violence politique en Afrique a une*

¹ HUNTINGTON, S., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Shuster, 1996.

² KAPLAN, R., «The Coming Anarchy; How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism, and Disease are Rapidly Destroying the Social Fabric of our Planet», *The Atlantic Monthly*, février 1994.

³ ENGELS, F., *The Condition of the Working Class in England. From Personal Observation and Authentic Sources*, London, Panther Books, 1969; voir aussi CRUMMEY, D. (dir.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, London & Portsmouth, James Currey & Heinemann, 1996, p.3.

sorte de rationalité pratique directe qui transcende son contexte originel [...] . L'Afrique est confrontée à un problème croissant de chômage des jeunes, et la guerre est un choix permettant un emploi étonnamment viable pour des jeunes qui n'ont qu'un faible support social et un très pauvre arrière-plan d'éducation dans des régions où la base des ressources [...] ou les opportunités du commerce clandestin servent à financer les activités d'un seigneur de la guerre»⁴.

Hobsbawm a soutenu que, dans les sociétés rurales divisées en classes, la criminalité ou le banditisme devaient principalement être compris comme des formes de contestation⁵. Sans idéaliser l'action politique paysanne, les actes de ces combattants mayi-mayi devraient être compris comme une forme de violence populaire en réponse aux exigences d'adaptation issues de ces temps changeants, plutôt que comme une nouvelle barbarie africaine. D'une part, nous ne pouvons ignorer l'importance du contexte politique et la prépondérance de l'élément de lutte politique. D'autre part, pour reprendre les mots de Crumme, il s'agit de s'enquérir des «*initiatives prises par les dominés et des nombreux moyens par lesquels ceux-ci ont organisé leurs vies dans des zones qui se trouvent à l'écart de l'emprise des dominants*»⁶. En d'autres termes, une combinaison des causes structurelles de violence et du comportement réel de ceux qui s'y trouvent impliqués va permettre un meilleur jugement sur ces combattants que ce que nombre d'observateurs occidentaux voudraient nous faire accroire.

Le but de cet article est double. En premier lieu, tout en mettant l'accent sur la dynamique de conflit dans l'Est du Congo, nous allons tenter d'esquisser l'arrière-plan historique de la constitution des milices locales. Les exemples historiques de résistance armée suggèrent une tradition locale de violence. S'il existe une certaine habitude de conflit violent dans la région, son essence même peut être le mieux décrite en termes de rivalité pour les terres et le bétail. En deuxième lieu, en ce qui concerne la rébellion mayi-mayi en cours, nous indiquerons précisément la nouveauté de ce phénomène. Quoique ayant lieu dans la ligne de certains aspects de l'ancienne violence traditionnelle et se référant à quelque soi-disant héritage culturel, le phénomène mayi-mayi doit être interprété comme un phénomène moderne.

Placer les milices mayi-mayi dans une perspective historique et sociale permet d'expliquer l'extrême variabilité de ce phénomène, à la fois en termes de formes d'expression et de succès obtenus. Trois dynamiques différentes, mais liées, se révèlent derrière la constitution de ces milices rurales et des différences extrêmes qui existent entre celles-ci. La première relève du contexte historique. Les deux autres sont associées au contexte socio-

⁴ RICHARDS, P., «Sur la nouvelle violence politique en Afrique; le sectarisme séculier au Sierra Leone», *Politique Africaine*, n°70, pp.85-104.

⁵ HOBBSAWM, E., *Bandits*, New York, Pantheon, 1981.

⁶ CRUMMEY, D., «Introduction», CRUMMEY, D. (dir.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, London & Portsmouth, James Currey & Heinemann, 1996, p.1.

politique. La plupart de ces milices sont en rapport direct avec un arrière-plan ethnique particulier et luttent pour l'amélioration de la position de leur propre communauté. Dans le même temps, la constitution des milices dans l'Est du Congo est une réaction aux effets de l'ordre public patrimonial existant. Composées principalement de jeunes sans éducation et victimes d'une exclusion sociale, ces milices sont une opportunité d'échapper à une aliénation supplémentaire et sont une sorte de violence montant de la base vers le sommet et dirigée contre la marginalisation sociale et économique. Parce que la constitution des mayi-mayi fait partie d'un processus social qui – par son rejet de l'ordre institutionnel courant – crée une rationalité qui lui est propre, il s'agit d'un phénomène des plus souple, avec des buts et des objectifs changeants.

Comme l'écrit Donald Crummey, «*le réel défi est de voir la violence au sein de son environnement social, afin d'apprécier ses racines dans le conflit social et de comprendre pourquoi et comment les gens adoptent une telle attitude*»⁷. Dans le cas des mayi-mayi, cette investigation a affaire à quelques contraintes importantes. Toute tentative pour comprendre des mouvements comme ceux des mayi-mayi devrait inclure un proche contact avec ses membres, soit en les interviewant, soit en les accompagnant au cours de leurs opérations⁸. Dans le contexte du conflit actuel, ces stratégies sont toutes deux strictement limitées. Quelques groupes mayi-mayi sont extrêmement difficiles à approcher, tandis que l'identification des vrais membres d'autres groupes requiert parfois une grande aptitude de travail sur le terrain, des relations personnelles et la compréhension des risques que cela entraîne pour la sécurité de chacun. Par conséquent, cette présentation et cette analyse des milices mayi-mayi au Sud-Kivu est basée principalement sur des interviews avec des observateurs locaux, avec des contacts ou des familiers des membres des milices, et, lorsque ceux-ci peuvent être identifiés, avec des mayi-mayi eux-mêmes. Un second problème est qu'expliquer les mouvements et les comportements depuis différents points de vue extérieurs, rejetés comme le fait d'un esprit de clocher barbare, implique une motivation particulière. Rationaliser ce qui est vu généralement comme irrationnel donne l'impression que le chercheur justifie son objet d'étude plutôt qu'il ne l'explique.

A cause de l'extrême hétérogénéité et des nombreux sous-groupes qui existent aujourd'hui, il est impossible de présenter les différentes milices mayi-mayi comme un seul mouvement ou la résultante d'une même dynamique. Même si le but de cet article est de respecter les particularités de tous les sous-groupes, la portée de l'analyse sera principalement limitée à la milice mayi-mayi de Bunyakiri et de Fizi-Baraka.

⁷ CRUMMEY, D. (dir.), *op. cit.*, p.2.

⁸ CLAPHAM, C., «Introduction: Analysing African Insurgencies», CLAPHAM, C. (dir.), *African Guerillas*, Oxford, Bloomington and Kampala, James Currey, Indiana University Press and Fountain Publishers, 1998.

2. L'HISTOIRE LOCALE DE LA VIOLENCE ET DE LA REBELLION

Tout d'abord, nous allons regarder de plus près l'histoire locale de la résistance. Depuis la période coloniale, des parties de la société dans l'Est du Congo se sont retrouvées dans une position marginale parce que l'accès au système en usage était refusé à tout ceux qui n'appartenaient pas à un groupe ethnique particulier ou ne respectaient pas l'autorité du mwami. Ceux qu'on appelle les *baginzi*, à savoir les paysans sans terre, devinrent un réservoir de résistance ouverte à la fois contre le nouvel ordre et l'ancien. Un des exemples les plus fameux de rébellion contre l'expropriation de la terre a été la révolte de Binji-Binji chez les Bashi. Durant les premières années de la colonisation, le mwami Rutayande de Kabare et le mwami Ruhongeka de Ngweshe essayèrent en vain de faire obstacle à l'impact grandissant des puissances coloniales et de modifier le cours de l'histoire (la guerre nommée *Bene Mwa Koke*). Leurs hommes et eux-mêmes furent vaincus et bientôt la région de Bushi attira les missionnaires et les colons. Spécialement après la création du CNKI (Comité national du Kivu) en 1928, cet afflux d'Européens s'intensifia. Les Bashi furent chassés de leurs pâturages ou devinrent victimes du travail obligatoire.

La révolte de Binji-Binji a commencé en 1931, près de Nduba. Vivait là un homme appelé Ngwasi Nyagaza appartenant au clan munjoga, qui était connu comme guérisseur. Il avait travaillé précédemment sur la plantation de M. Valette. Après avoir été puni par le «kapita», il prit la fuite et, lorsqu'il revint, il parlait la langue de Lyangombe⁹. L'histoire de ce Lyangombe est relativement compliquée et ne sera que brièvement esquissée ici. Lyangombe, qui était originaire de Toro (qui fait partie actuellement de l'Est de l'Ouganda), se rendit au Rwanda sous le règne de Ruganza II Ndoli (1510-1543). Il était un grand magicien et enseignait une idéologie d'inspiration religieuse, centrée autour d'un thème totalement neuf: l'égalité. L'égalité signifiait qu'aucune distinction ne devait être faite entre les Batutsi, les Bahutu et les Batwa, et que les clivages sociaux devaient prendre fin. Après la mort de Lyangombe, son esprit était capable de prendre possession des gens par le truchement de rites d'initiation (Kubandwa). Les Bashi croient fermement au *bazimu*, c'est-à-dire à la transformation spirituelle d'un homme après sa mort. Il était tellement fort durant sa vie que les devins de toute la région consultèrent l'esprit de Lyangombe, qui fut aussi introduit chez les Bashi¹⁰.

⁹ NJANGU CANDA-CIRI, «La secte de Binji-Binji ou la renaissance de la résistance des Bashi (juillet-septembre 1931)», *Lyangombe. Mythes et rites*, UNAZA-ISP, Actes du 2ème colloque du CERUKI, 10-14 mai 1976, Bukavu, Editions CERUKI, 1976, p.124.

¹⁰ CENYANGE, L., «L'origine de Lyangombe d'après les Bashi», *Lyangombe, op.cit.*, pp.129-133.

Ngwasi Nyagaza, dès qu'il fut possédé (*jiti ca muzumu*), fut appelé Binji-Binji. Selon certains, il annonça l'invasion d'un immense nuage de sauterelles, qu'il distribua comme une nourriture venant du ciel. Il promit que de nouveaux troupeaux de bétail apparaîtraient prochainement (qui seraient donnés gratuitement aux gens) et seraient suffisants pour combler de joie chaque Moshi. Binji-Binji ordonna aux Bashi de quitter les plantations et leur parla de la magnifique vision qu'il avait eue : tous les Blancs seraient bientôt balayés hors de Bushi (le pays des Bashi), les terres seraient rendues et le travail obligatoire prendrait fin. Tout ceci était suffisant pour alarmer la trinité coloniale: les propriétaires de plantations, les missionnaires et l'administration elle-même. On fit intervenir l'armée et les meneurs furent condamnés à des peines de prison.

Trois choses au moins doivent être soulignées. D'abord, la révolte de Binji-Binji se voit attribuer un double statut. D'une part, elle reste largement un soulèvement ethnique, avec une étroite vision du monde et la libération de la région des Bushi comme but ultime. S'appuyant fortement sur des rites, des initiations et le culte de l'invulnérabilité, la forme qu'elle prend est connectée à des traditions (importées). D'autre part, bien que la venue d'un «prophète» en période de désarroi soit bien dans la ligne de l'héritage culturel, un nouveau type de leadership a fait son apparition. En second lieu, le thème central est en rapport avec la terre et la promesse de vaches, la véritable épine dorsale de la société bashi. Les Bashi n'étaient pas seulement résolus à repousser un envahisseur étranger, mais aussi déterminés à s'en prendre aux autorités traditionnelles si celles-ci s'avéraient ne plus pouvoir ou vouloir livrer les marchandises de base nécessaires. En troisième lieu, il est remarquable au plus haut point que les insurgés ne firent usage d'aucune violence. Guidés par leur morale nouvellement acquise et leur supériorité spirituelle, ils avaient foi en une victoire sans usage des armes.

Passons maintenant aux années soixante, et considérons la version locale de la rébellion Mulele, souvent appelée la «rébellion simba». Bien que la région de Bukavu-Goma-Uvira n'ait joué aucun rôle décisif dans la lutte nationale pour le pouvoir, elle a été le témoin d'une période de très grande turbulence. D'un certain point de vue, le conflit entre le gouvernement «gauchiste» à Stanleyville (Kisangani) et les forces mobutistes du capital était l'expression d'un conflit mondial, celui des radicaux contre les nationalistes modérés, de l'Est contre l'Ouest, etc. Bien entendu, les acteurs du niveau le plus bas suivaient, eux, un programme d'une tout autre rationalité¹¹.

¹¹ Il est communément reconnu que les motifs des hommes de troupe coïncident rarement avec le cadre politique et idéologique général du leadership central. Néanmoins, dès que Che Guevara a été confronté sur le terrain avec les «forces révolutionnaires» de l'est du Congo, il a été choqué par l'énorme gouffre entre le discours de la mission officielle et la motivation –ou le manque de motivation– des rebelles. Avant de quitter Cuba, il s'attendait à trouver des camarades révolutionnaires en armes, souhaitant ardemment commencer une libération à l'échelle nationale, libération qui à son tour servirait de noyau à la transformation de toute

Quoique les problèmes nationaux ne fussent qu'un prétexte pour le règlement de débats locaux concernant la terre et le bétail, l'étendue de la violence au cours de cette rébellion fut considérable. Même si les Simba demeuraient sous-équipés, aucune comparaison n'est possible avec les mouvements de résistance plus anciens. Ceux qui furent appelés «la jeunesse» –des jeunes gens qui ne se joignaient à la lutte pour aucune autre raison que le bénéfice personnel qu'ils pouvaient en retirer– n'agissaient sous aucune structure de commandement et furent redoutés partout pour leur brutalité d'aventuriers. Un autre nouvel aspect fut l'internalisation et la privatisation du conflit, dues à la destruction des barrières protectrices de la colonie. Les services de renseignements occidentaux, ceux des pays de l'Est et de la Chine se mirent tous à agir et fournirent des armes; les soldats et les conseillers belges intervinrent et on loua les services de mercenaires provenant des quatre coins du monde. En fait, on avait l'impression que deux batailles étaient menées simultanément: l'une, sur l'échiquier international concernant le futur du pays, et l'autre concernant les problèmes locaux.

La rébellion des Simba peut être décrite comme une «une tentative révolutionnaire, accompagnée de magie et de religion, pour corriger certaines conditions du "néocolonialisme" par lesquelles de larges parts de la population se sont senties opprimées quatre ans après l'Indépendance, et pour réaliser les buts qu'avait promis l'Indépendance mais qu'elle avait échoué à mener à bien»¹². Bien que l'indépendance ait été accueillie avec enthousiasme, la déception vis-à-vis de celle-ci et du nouvel Etat a atteint rapidement un haut degré. Un grand nombre de gens soutenaient la *dipenza* (l'indépendance) «non parce qu'ils savaient où ils voulaient en arriver, mais parce qu'ils n'aimaient pas ce qu'ils avaient connu»¹³. Néanmoins, aucune des attentes n'ont été rencontrées, et, au lieu de traverser une période de lune de miel, les gens se trouvèrent pris au sein d'un terrible cauchemar. Une des raisons principales fut que le domaine politique avait déjà été intoxiqué, et ce depuis le début. Les chefs traditionnels tentèrent désespérément de survivre, à la fois en essayant d'avoir une emprise sur les révoltes, et à la fois en s'ingéniant à pénétrer le nouveau royaume politique. A plusieurs occasions, un comportement purement opportuniste fut le résultat final. Quand leur cible ne pouvait être atteinte, la rébellion leur offrait une possibilité unique de s'en sortir.

Un élément crucial demande quelque attention supplémentaire: le rôle vital joué par les modes d'organisation traditionnels et les croyances et pratiques magiques et religieuses. Quoique présentés souvent d'une façon qui

l'Afrique en un continent socialiste. Ce qu'il trouva était pur esprit de clocher, dissensions ethniques, *dawa*... et il perdit rapidement toute illusion de créer un nouveau Vietnam.

¹² FOX, R., *The Intelligence behind the Mask: Beliefs and Development in Contemporary Congo*, Harvard, Harvard University, 1970 (?), p.59.

¹³ WADA, G. et J.C. DAVIES, «Riots and rioters», DAVIES, J.C. (dir.), *Why Men Revolt and When*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1977, p.57.

induit en erreur, ces éléments ne constituaient pas un rejet de l'ordre politique existant ou un retour à la tradition, mais étaient destinés à motiver les rebelles et à renforcer l'organisation interne de leur mouvement. Il n'en reste pas moins que des éléments du système de croyance traditionnel, des actes rituels aussi bien que des éléments de magie guerrière locale ont été rigoureusement reproduits par les Simba. La plupart des femmes de Kindu et de Kisangani avaient la réputation de posséder certains pouvoirs et avaient la charge de produire le *dawa*, administré par ses spécialistes magico-religieux, et le *mongaga*, pour assurer l'immunité des rebelles contre les balles. Ce *dawa* peut être décrit le plus adéquatement comme un ensemble de pouvoirs magico-religieux destiné à conférer l'invulnérabilité, la force, la protection et la victoire¹⁴. L'initiation demandait qu'on soit aspergé d'une eau lustrale, que le front soit scarifié et qu'on insère des poudres spéciales, produites par ces femmes dotées de puissance, dans une écorchure faite par le *mongaga*. Le *dawa* protégeait non seulement les guerriers eux-mêmes, produisant une cohésion interne, mais persuadait également leurs opposants et ennemis, aussi bien que la population locale, de l'immunité des Simba contre les balles. Lorsque, par accident, un guerrier simba était blessé ou tué, ceci était attribué à une perte du pouvoir d'invulnérabilité due à l'impureté de ce guerrier. Les pouvoirs du *dawa* n'étaient jamais remis en question. La pureté rituelle n'était pas seulement le résultat de l'initiation mais ne pouvait fonctionner uniquement si le rebelle était préparé à accepter certaines normes et certains tabous. Quelques-uns de ceux-ci peuvent se retrouver dans quasi toutes les traditions locales, tandis que d'autres étaient beaucoup moins universels et n'existaient que dans des traditions locales particulières. Un de ces éléments était ce qu'on appelait le «cri de l'eau» (*Mai, Mai; Mai Mulele* ou même *Mai Lumumba*), qu'on a trouvé dans plusieurs sociétés africaines¹⁵ et qui visait l'action effective du *dawa* selon chaque situation particulière.

Même si les éléments traditionnels ont eu une forte influence sur le comportement et l'organisation sociale du mouvement rebelle, pendant la rébellion elle-même la culture traditionnelle a subi un rude choc. Comme le mouvement rebelle éclata en de nombreuses bandes distinctes, l'ordre ancien comme le nouveau perdirent le contrôle de ce qui arrivait. L'introduction de rituels traditionnels s'est effectuée largement en dehors ou dans les marges des pouvoirs institutionnels traditionnels, ce qui montre bien que les Simba ne visaient pas à réintroduire l'ordre traditionnel, mais seulement à l'utiliser pour des raisons d'opportunité. Leur but était de s'emparer du bétail des Banyamulenge et de créer une identité et un ordre social nouveaux basés sur certains éléments traditionnels.

¹⁴ FOX, R., *op.cit.*

¹⁵ Voir le soulèvement anti-colonial conduit par «Mad Mullah» Mohamed Abdille dans la Somalie britannique autour de 1920, ou la rébellion mayi-mayi au Tanganyika contre l'administration coloniale germanique entre 1906 et 1909.

Ce rapide coup d'œil historique sur la résistance et la rébellion locales dans le Kivu nous conduit à quelques conclusions générales. En premier lieu, la violence peut difficilement être vue comme la pierre angulaire de la culture ou de la tradition locales, et il serait donc erroné de rechercher des caractéristiques innées de violence dans les traditions locales traditionnelles. En second lieu, dans la plupart des cas, le conflit local avait plus à voir avec le bétail et l'accès à la terre qu'avec des antagonismes idéologiques, ethniques ou religieux. Même durant la période coloniale, la résistance contre les pouvoirs coloniaux a été dictée davantage par les impératifs économiques que par un prétendu heurt de civilisations. En troisième lieu, dans la plupart des cas, un rejet général de la présence et de l'influence de personnalités ou de puissances étrangères a été le motif le plus important de rébellion. Une fois encore, ceci n'est pas un trait propre à des cultures locales spécifiques, mais une réaction universellement connue. C'est également le cas en ce qui concerne les rituels traditionnels, qui semblent jouer un rôle crucial dans les mouvements de résistance locaux. Ainsi qu'il a été démontré plus haut, ceci n'avait rien à voir avec un retour à la tradition mais était destiné à servir des objectifs spécifiques. Enfin, la relation entre ceux qui étaient à la tête des mouvements rebelles et les autorités traditionnelles demeurait plutôt floue. Le rôle joué par les chefs traditionnels semble relativement limité, même s'il paraît évident que quelques-uns d'entre eux se trouvaient pleinement intégrés dans le mouvement rebelle. De nombreux exemples indiquent la nouveauté du mouvement rebelle et un désir de créer un nouvel ordre socio-politique, sans limiter pour autant le pouvoir des chefs traditionnels (peut-être avec l'exception de certains leaders simba) mais en même temps sans intégrer ces autorités dans la structure mise en place. En bref, ni la notion de cultures violentes ni la dynamique d'une retribalisation de la société ne nous rapprochent d'aucune façon d'une compréhension véritable de la rébellion locale au Kivu. Ce que révèlent la plupart de ces rébellions historiques est qu'elles sont surtout motivées par un puissant désir de défendre sa propre communauté.

3. POLITIQUE DES SEIGNEURS DE LA GUERRE ET CONSTITUTION DE MILICES AU KIVU

Au début des années quatre-vingt-dix, l'Est du Congo s'est trouvé confronté à des rébellions et une résistance d'un type nouveau. Comme Mazrui l'a correctement démontré à propos des premières expressions de rébellion et de résistance, *«les guerriers du dix-neuvième siècle et même du commencement du vingtième essayaient d'empêcher l'incorporation de leur société dans des structures globales étrangères.»* Suivant Mazrui, la rébellion muleliste peut être décrite comme faisant partie d'un nouveau phénomène: *«[p]ar contraste, les nationalistes africains et asiatiques du vingtième siècle ont tous revendiqué le droit d'entrer dans le système international qui fut créé*

*originellement par les structures occidentales»*¹⁶. Les actuelles milices mayi-mayi ne comportent aucune de ces dynamiques. Ces combattants représentent le vaste groupe des paysans et des jeunes vivant dans les conditions les plus vulnérables du système global, qui ne participent pas à l'ordre ancien mais en même temps se voient exclus du monde moderne. La plupart d'entre eux *«ont été trahi par leurs propres gouvernements, abandonnés par les organisations internationales et oubliés du monde»*¹⁷. Comme ils n'avaient rien à perdre de plus que leurs chaînes, la rébellion est devenue un choix, à la fois en tant que stratégie de survie et stratégie d'autodéfense contre un ordre politique et social au comportement prédateur.

3.1. De la marginalisation à la constitution de milices

Les premières milices à mentionner sont celles des Kasindien et des Ngilima, qui ont commencé à opérer au début des années quatre-vingt-dix. Les Ngilima avaient leur base dans les régions nord de Beni et de Lubero, tandis que les Kasindien devaient être considérés comme une milice frontalière, avec leurs quartiers généraux situés sur les pentes du Ruwenzori. La raison pour laquelle les milices locales se sont mises à opérer dans cette région en 1991-1992 demeure incertaine. On suppose que leurs origines sont en rapport avec l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (NALU), elle-même ayant son origine dans la région du Ruwenzori et soutenue par le président Mobutu. Par le soutien qu'il apportait au NALU, Mobutu visait à déstabiliser les régions occidentales de l'Ouganda de Museveni. Par conséquent, il s'appuya sur les leaders locaux, tel que feu Nyamwisi (frère du leader du RCD-ML), qui étaient supposés recruter la jeunesse locale pour le NALU. Nyamwisi était un membre de la communauté nande, laquelle était reliée du point de vue ethnique à ses voisins vivant du côté ougandais de la frontière. Cependant, les choses ne se sont pas passées comme prévu. Les Ngilima et les Kasindien ont commencé à opérer pour leur propre cause et se sont mis à s'opposer au régime de Mobutu lui-même. La même ambiguïté est apparue dans le rôle –pouvant servir d'exemple type– joués par les Forces armées zaïroises (FAZ). Dès 1986 déjà, les FAZ –et plus tard les Kasindien– furent très actifs autour de Beni, officiellement pour empêcher les dissidents congolais de s'infiltrer depuis l'Ouganda voisin; en réalité, cependant, les officiers des FAZ locales visaient à créer un climat d'insécurité constante dans le but de protéger leurs activités lucratives privées, telles le contrôle de l'exportation du café, de l'or et d'autres minerais de valeur. Les FAZ comme les forces de police étaient concrètement impliqués dans les diverses orchestrations de la violence inter-ethnique locale. Le désordre permettait en

¹⁶ MAZRUI, A., *Cultural Forces in World Politics*, London, James Currey, 1990, p.238.

¹⁷ DOOM, R. et K. VLASSENROOT, «Kony's Message: a New Koine? The 'Lord's Resistance Army' in Northern-Uganda», *African Affairs*, vol. 98, 1999, pp.5-36.

effet à leurs affaires de prospérer, de même qu'il leur assurait des gains financiers en proposant leur protection au plus offrant. Et c'est ici que commence l'histoire des mayi-mayi.

Dès le départ, ces miliciens mayi-mayi ont eu une confiance aveugle en des antidotes de nature mystique supposés les protéger de l'impact des balles. Des «docteurs» particuliers fabriquaient des produits qui devaient rendre invulnérables les combattants de la milice. En 1993, l'un de ces guérisseurs, un certain Kaganda, fut envoyé à Masisi où il introduisit son produit (appelé *mayi-mayi*) auprès d'une nouvelle génération de combattants ruraux qui opéraient autour de Masisi, de Walikale et de Ntoto¹⁸. Les combattants étaient connus comme étant des Basimba (autour du Congo-Manday), des Batiri (comprenant surtout des recrues hunde de Masisi) et des Katuku (à l'origine des recrues nyanga, mais trouvées aussi plus tard parmi les Batembo de Bunyakiri). Bien qu'il y ait eu une part de mobilisation spontanée, on admet généralement aujourd'hui que les politiciens locaux et les autorités traditionnelles ont joué un rôle crucial dans le recrutement et l'armement de ces combattants, ce qui explique pourquoi leur cible principale a glissé de l'administration établie de Mobutu vers les communautés banyarwanda locales.

Dans le Nord-Kivu, une vague de violence inter-ethnique a déferlé pour la première fois en 1993. Plusieurs éléments ont contribué à créer un contexte d'intensification de la tension ethnique. En premier lieu, des fermiers hutu pauvres du Masisi avaient perdu leur terre parce que les chefs coutumiers l'avaient vendue à des capitalistes ruraux d'origine banyarwanda. Ces fermiers partirent s'installer au Walikale, où ils espéraient retrouver accès à la terre sous le contrôle des chefs nyanga locaux. Redoutant une influence grandissante de ces Hutu-Banyawanda nouvellement arrivés, la population locale ainsi que ses chefs protestèrent contre leur présence et apportèrent leur appui à la constitution de milices. En second lieu, depuis l'annonce du processus de démocratisation en avril 1990, une coalition de politiciens nande et hunde locaux, qui craignaient de perdre le pouvoir si les Banyarwanda étaient enregistrés en tant que zairois nationaux et allaient donc participer aux élections à venir, avaient entamé une campagne d'exclusion pour empêcher la participation politique de ces Banyarwanda. En troisième lieu, comme en réponse à l'attitude des élites autochtones, l'association locale hutu-banyarwanda nommée «Magrivi» (Mutuelle des agriculteurs de Virunga), située dans la région du Rutshuru, encouragea ses membres à refuser de payer le tribut aux chefs autochtones et de ne plus reconnaître leur autorité. En quatrième lieu, les milieux présidentiels rwandais encouragèrent également les tensions locales pour couper les liens de soutien existant entre la population locale tutsi et le FRP. Et finalement, les autorités coutumières indigènes de Masisi sentirent leur position menacée par les communautés

¹⁸ Certains observateurs et indicateurs, toutefois, m'ont dit que le gri-gri avait été introduit au Bunyakiri par un vieux combattant simba.

banyarwanda et, dans un contexte d'intense animosité politique, lancèrent une campagne contre les Hutu-Banyarwanda¹⁹. Le meilleur moyen d'y parvenir était de mobiliser la jeunesse locale, qui avait montré qu'elle était prête à prendre la machette pour la défense de sa propre communauté.

L'élément déclencheur de la première vague de violence massive a été un discours public du gouverneur du Nord-Kivu, dans lequel celui-ci demandait aux forces de sécurité de soutenir les efforts faits par les Nande, les Hunde et les Nyanga pour exclure et même exterminer les Banyarwanda. Selon des sources locales, le gouverneur, un Nande lui-même, rejoint par le vice-gouverneur (un Nyanga du Walikale) et le neveu de ce dernier (qui était l'assistant de l'administrateur local de Ntoto dans le Walikale), mobilisèrent quelques milices locales destinées à expulser la population banyarwanda²⁰. D'autres Nande recrutèrent, moyennant paiement, des membres des milices de Ngilima et de Batire. En mars 1993, ces milices tuèrent plusieurs personnes sur un marché local de Ntoto. Bien que ces agressions ne se répandirent pas plus avant dans le Walikale, des milices Hunde se sont mises à attaquer les Banyarwanda du district de Masisi et reçurent pour ce faire une certaine aide des milices Nande provenant du Ruwenzori²¹ et de factions locales des FAZ. Le résultat fut une confrontation sanglante qui dura plus de six mois et dans laquelle entre 6.000 et 10.000 personnes trouvèrent la mort, tandis que 250.000 autres étaient déplacées. A cette époque, «*mayi-mayi/bangilima*» a commencé à être utilisé comme un terme général pour décrire tout regroupement local de jeunes armés, suggérant une unification quelque peu prématurée de tous ces groupes locaux. Depuis la première explosion de violence massive au Nord-Kivu, cependant, la sémantique et la réalité se sont rapprochées, parce que les milices locales commencèrent à jouer un rôle crucial dans le développement de réseaux sociaux militarisés de façon informelle. Combattre apparut comme le meilleur moyen d'échapper à la marginalisation parce que fournissant la preuve que cela donnait aux membres de ces milices un accès facile à des moyens de subsistance.

L'installation déjà précaire des différentes communautés du Nord-Kivu, qui s'était faite à la fin de 1993, dura jusqu'à l'arrivée de plus d'un million de réfugiés Hutu venant du Rwanda et la répartition des ex-FAR et des

¹⁹ La véritable menace ne venait pas des communautés banyarwanda qui représentaient la majorité de la population dans plusieurs parties du Nord-Kivu. Les autorités traditionnelles locales, comme elles avaient vendu, à leur propre bénéfice, de grandes étendues de terre à une classe de capitalistes ruraux banyarwanda, sans même consulter ou en informer la population, risquaient de se retrouver dans une position sérieusement problématique une fois qu'il n'y aurait plus de terre à partager entre leurs sujets. Pour se prémunir contre leur rejet par leur propre population, ils avaient besoin d'un bouc émissaire, qui, dans le contexte de compétition politique croissante, fut trouvé dans ces communautés banyarwanda.

²⁰ Communication personnelle des leaders de la société civile, Goma, mai 1999.

²¹ Il est dit que peu après l'arrivée des combattants Nande dans le Masisi, de sérieux problèmes surgirent entre eux et des combattants Hunde locaux, qui refusaient d'obéir aux ordres des commandants Nande. En fin de compte, ces Nande furent obligés de retourner dans les montagnes du Ruwenzori.

interahamwe dans les différents camps de Masisi et de la plaine de la Ruzizi. La présence des réfugiés rwandais a eu quelques effets importants sur l'état de la sécurité locale. En même temps, ces réfugiés créaient quelques nouvelles opportunités pour les milices de base de l'endroit. La position des mayi-mayi devant cette situation de crise due à l'afflux des réfugiés a été plutôt confuse, car leur idéologie montrait une très grande flexibilité et fut mise au point surtout pour atteindre ce qui apparaît plutôt comme des buts à court terme et empreints d'esprit de clocher. Deux dynamiques différentes interagissaient. D'une part, les actes de violence des *interahamwe* étaient dirigés contre la population tutsi locale, mais aussi contre quiconque n'était pas disposé à les soutenir eux-mêmes, transformant la participation en tant que membre d'une milice locale existante en une condition de survie. D'autre part, une coupure au plan des générations, qui résultait de l'écart grandissant entre «ceux qui avaient» et «ceux qui n'avaient pas», a poussé un nombre croissant de jeunes marginalisés en direction de ces mêmes groupes armés.

3.2. Constitution des milices depuis la rébellion de l'AFDL: l'histoire de Bunyakiri

Le début de la rébellion de l'AFDL fut la plaque tournante suivante dans l'histoire des mayi-mayi. D'abord, dans les communautés qui n'avaient pas été touchées par la dynamique de constitution de milices, des milices locales de formation récente se mirent à pousser comme des champignons. En particulier dans le Sud-Kivu, des milices nouvellement constituées devinrent des composantes importantes de la balance politique et militaire du pouvoir local. En septembre 1996, après la première infiltration de soldats banyamulenge, un groupe de jeunes qui avaient fui à Bukavu depuis la plaine de la Ruzizi, furent armés par des factions des FAZ et intégrés dans les forces de la défense comme «volontaires». D'autres se dirigèrent vers le sud, à Fizi et Baraka, où ils se joignirent aux milices locales qui recrutaient toujours leurs membres dans la communauté bembe. Ici, des factions des FAZ en retraite reçurent l'ordre de remettre leurs armes, ce qui permit aux milices bembe de se protéger des troupes de l'AFDL et de résoudre quelques-uns de leurs vieux griefs avec les Banyamulenge. Après que quelques leaders banyamulenge ont été nommés à des postes clefs au sein de la nouvelle administration de l'AFDL, un nombre supplémentaire de jeunes bembe fut fortement attiré par les mayi-mayi.

Encore plus importants furent les développements locaux dans et autour de Bunyakiri, qui est peuplée par la communauté des Batembo²². Bien que, depuis le conflit du Masisi en 1993, des milices locales (connues sous le nom

²² Le compte-rendu qui suit est basé sur des interviews approfondies avec des gens provenant de Bunyakiri. Quoi qu'il en soit, cette information doit être prise avec prudence car, dans de nombreux cas, il a été presque impossible de trouver une confirmation provenant d'observateurs objectifs.

de *katuku*) aient été présentes dans la région, ce fut seulement après que l'AFDL a pris Bukavu que celles-ci devinrent des acteurs significatifs dans le jeu local du pouvoir. Initialement, elles formèrent une nouvelle alliance avec les *interahamwe*, et des éléments des ex-FAR contre l'AFDL, qui fut rapidement considérée comme un mouvement conduit par les Tutsi. Après quelques rencontres avec Kabila, un certain nombre de combattants mayi-mayi rejoignirent les forces de l'AFDL, tandis que d'autres étaient maintenus dans la forêt pour protéger la population si besoin était. Ceux qui restèrent à l'arrière deviendront l'épine dorsale des milices les mieux organisées opérant actuellement dans l'Ouest du Congo.

Avant d'entrer dans le détail en ce qui concerne ce processus local de constitution de milices, il ne serait pas inintéressant d'esquisser l'histoire politique récente du Bunyakiri. Ceci s'avère même nécessaire pour comprendre pourquoi cette région a été particulièrement réceptive à la constitution de milices locales. Sa position administrative et économique, son absence de développement des opportunités locales, de même que les événements du Nord-Kivu, avaient, en 1996, amené un nombre très étendu de jeunes dans une situation de pauvreté et de marginalisation sociale extrêmes. Depuis l'introduction des règlements coloniaux, la région de Bunyakiri avait fait partie de plus grandes unités administratives gouvernées par des administrateurs appartenant à d'autres communautés ethniques que les Batembo. Contrastant avec d'autres groupes ethniques, les Batembo n'avaient jamais eu leur propre territoire mais faisaient partie des territoires de Masisi et de Walikale (Nord-Kivu), de Kalehe, de Walungu et de Shabunda (Sud-Kivu), où ils se retrouvaient en position de minorité. Il en résultait que leur accès aux postes administratifs et aux ressources économiques (la terre) était limité ou dépendait du bon vouloir des administrateurs locaux. De plus, les opportunités d'éducation et les services médicaux et sociaux étaient très rares au Bunyakiri²³. Les choses empirèrent encore après la guerre de Masisi en 1993 et l'arrivée des réfugiés hutu faisant suite au génocide rwandais de 1994. Ces deux éléments eurent un grand impact sur la situation locale. D'une part, la présence d'un grand nombre de réfugiés perturba sérieusement la vie sociale et économique locale; d'autre part, la prolifération d'un nombre significatif d'éléments armés parmi ces groupes de réfugiés accéléra la tendance à militariser la vie ordinaire.

Quoique de premiers groupements armés étaient déjà présents dans le Bunyakiri à la fin des années quatre-vingt, ce ne fut qu'après le début de la campagne de l'AFDL que les milices locales prirent réellement de l'importance. En octobre 1996, les factions des FAZ battant en retraite, sur

²³ Pour de nombreuses raisons, la position politique, sociale et économique des Batembo est grandement comparable à celle des Banyamulenge. Autant le Bunyakiri que le Haut Plateau ont été isolés depuis l'installation des premiers colons. Cette situation n'a changé qu'en 1999, quand le mouvement du RDC, en quête de soutien local, a institué le territoire de Bunyakiri et de Bijimbo.

leur route vers Kisangani, passèrent par le Bunyakiri et, peu après, furent suivies par les milices *interahamwe* en fuite. A Kombo, ces factions des FAZ tentèrent de mobiliser différentes milices locales pour la libération de Bukavu. Les *interahamwe*, pour leur part, rallièrent la population locale contre le mouvement de l'AFDL dirigé par les Tutsi. La résultante fut une conjonction d'acteurs locaux et régionaux et une mobilisation massive de la jeunesse locale s'engageant dans des milices. Ces groupements locaux avaient un accès facile aux armes et munitions ainsi qu'à l'aide logistique des factions des FAZ et des *interahamwe*, tandis que des guérisseurs spirituels offraient aux combattants la protection nécessaire et l'invincibilité dans la bataille. Qui plus est, cette alliance a reçu le soutien des autorités traditionnelles en plusieurs endroits, tandis que la population locale considérait cette alliance comme une force patriotique qui luttait contre les rebelles de l'AFDL «dirigés par les Tutsi», et, par conséquent, mettait en elle toute sa confiance.

Après l'enthousiasme initial, la position de cette population locale commença à changer quand elle devint de façon croissante la cible des pillages des *interahamwe* et des factions des FAZ. Et quasi dès le départ, l'alliance connut des tensions entre les différents responsables du commandement. Ces deux éléments furent la cause de la première faille dans la nouvelle coalition. Des combattants mayi-mayi, protégés par leurs pouvoirs rituels, commencèrent à désarmer les pillards parmi les FAZ et installèrent de nombreux barrages routiers pour protéger la population. La seconde rupture entre les différentes composantes fut l'effet des tentatives de certains leaders de l'AFDL pour intégrer les combattants locaux dans leurs forces, afin que celles conduites par Kabila puissent continuer leur avance vers Kisangani. En décembre 1996, une délégation des deux groupes devait se rencontrer juste à côté du parc Kahuzi-Biega. Lorsque les leaders batembo furent convaincus que l'AFDL était un mouvement de résistance congolais qui avait pour but la libération du pays, le chef traditionnel local batembo, Katore, et le leader de l'AFDL, Kisase, signèrent un accord de coopération militaire. L'AFDL se vit accorder le libre passage vers Kisangani (à la condition que seuls des combattants non-tutsi passeraient par Bunyakiri) et plusieurs milliers de combattants mayi-mayi rejoignirent les rangs de l'AFDL. Néanmoins, tous les combattants mayi-mayi n'ont pas été intégrés dans l'AFDL. Pour la protection de leur propre communauté, les leaders batembo jugèrent prudent d'en garder près d'eux un grand nombre²⁴. Ceux qui étaient restés en arrière transportèrent leurs quartiers généraux à Kambale et remplacèrent leur commandant Lucien par Paridi Karendo, un membre ordinaire des mayi-mayi qui fut choisi par «la révélation d'un fétiche». En réponse, Lucien, qui désapprouvait fortement cette nomination de son ancien assistant au poste de nouveau commandant militaire, rejoignit les forces *interahamwe* dans la forêt. D'autres rentrèrent chez eux ou continuèrent purement et simplement à rôder dans la campagne et

²⁴ Les factions locales des *interahamwe* vécurent ce rapprochement comme un acte de trahison de leurs alliés mayi-mayi et se retirèrent dans la forêt.

à piller la population. Padiri, qui s'opposait au recrutement de milliers de combattants mayi-mayi par les forces de l'AFDL, invita les autorités traditionnelles locales et autres leaders locaux à leur expliquer que l'accord avec l'AFDL n'apporterait que des troubles supplémentaires. Depuis son quartier général, il commença à réorganiser les mayi-mayi restants et continua sa lutte contre la coalition conduite par Kabila.

3.3. Idéologies mouvantes

Ainsi qu'il a été démontré dans le cas du Bunyakiri, la seconde conséquence de la guerre de 1996 fut un déplacement dans l'idéologie de la plupart des groupes mayi-mayi. A cause d'une perspective politique qui se modifiait, la plupart des leaders mayi-mayi sentirent une fois encore la nécessité de revoir leur idéologie de base. A l'origine, la plupart des milices mayi-mayi avaient rejoint la rébellion menée par Kabila contre Mobutu en 1996, mais après s'opposèrent à Kabila lorsque celui-ci vint au pouvoir. Dans le Masisi, le soutien initial à l'AFDL peut s'expliquer comme une continuation de leur conflit contre une coalition de combattants hutu locaux et d'*interahamwe* rwandais. Dans le même temps, ce changement idéologique était le résultat de leur recrutement par quelques leaders de l'AFDL, comme cela a été démontré par l'accord ci-dessus mentionné entre Kisase et Katore. On croyait même que Kisase était en contact direct avec les milices des Ngilima et des Kasidien. Une raison plus simple de leur réponse positive à l'AFDL était que celle-ci leur rendait possible de s'emparer de l'armement des factions des FAZ en retraite. Quelques leaders de l'AFDL (et tel fut le cas de Masusu) essayèrent à différentes occasions de convaincre les mayi-mayi restants (comme ceux commandés par Padiri) de se rallier à l'AFDL, mais ils n'y parvinrent jamais. Au contraire; à partir de mars 1997, ces mayi-mayi commencèrent à s'opposer ouvertement à l'AFDL. Une explication de ceci couramment avancée est que la plupart des groupes mayi-mayi contestèrent Kabila quand ils virent l'AFDL se muer en un mouvement conduit par des Tutsi, préfigurant une occupation rwandaise. Sans écarter radicalement cet argument, une explication alternative pourrait être que le mouvement changea d'alliance lorsque Kabila refusa d'accorder une compensation pour l'aide apportée à la campagne militaire contre les réfugiés hutu. Plusieurs groupes mayi-mayi aboutirent dans des camps d'entraînement, tel le camp Kapalata près de Kisangani, où un grand nombre moururent du choléra ou de malnutrition. Après l'attaque conjointe des mayi-mayi et des *interahamwe* sur Bukavu en décembre 1997, les négociations entre Kinshasa et les mayi-mayi démontrèrent jusqu'à un certain point que les mayi-mayi étaient surtout à la recherche de ressources financières et ne montraient aucune volonté de collaborer avec le nouveau régime à Kinshasa. Le groupe mayi-mayi de Bunyakiri accepta finalement de s'intégrer dans les FAC sous quatre conditions: certaines promesses financières (200\$ US par combattant), le

départ de tous les Tutsi, un changement dans le commandement des troupes des FAC présentes au Sud-Kivu, et la cessation des patrouilles militaires des FAC dans les zones qui étaient sous le contrôle des mayi-mayi²⁵. Quand il s'avéra que Kabila ne respectait pas entièrement cet accord, la milice mayi-mayi en question reprit ses opérations contre les FAC et, en coalition avec les forces de l'ALIR 1, devint l'un des plus défis militaires les plus importants au régime de Kabila. Plusieurs tentatives de solution ne réussirent jamais à amener aucun règlement sérieux de paix. Même quand Kinshasa envoya une commission de pacification au Bunyakiri en avril 1998, celle-ci revint sans nul résultat. Il faudrait mentionner cependant que cet échec pourrait être attribué au rôle joué par l'APR. Comme l'ont établi quelques observateurs, le chef d'état-major des FAC, le commandant James Kabarehe, savait de façon directe les négociations conduites par Sylvestre Lwetcha (via un intermédiaire, le commandant Chuma, qui était un ancien combattant mayi-mayi et originaire de Bunyakiri). Il fut aussi mentionné que l'APR convainquit Padiri que Kabila ne serait pas à la tête de l'Etat congolais pour très longtemps, parce qu'une «vraie» révolution devait encore venir²⁶.

3.4. De la simple milice à une force politico-militaire: l'impact de l'insurrection du RCD

Après le début de la rébellion du RCD, le paysage politique et militaire local connut un total remaniement. L'environnement politique changeant eut aussi un puissant impact sur les milices mayi-mayi parce que le nouveau contexte de la guerre et de l'implosion étatique reliait directement ces réalités de base à la dynamique politique régionale sous les espèces de réseaux militarisés informels. D'une part, la nature du conflit en cours donnait au mouvement mayi-mayi une légitimité nouvelle dans sa lutte contre la domination rwandaise. A la lumière de ceci, la promotion par Kabila de quelques commandants mayi-mayi (voir les sections suivantes) pouvait s'expliquer par un tour de passe-passe tactique pour intégrer ces milices dans sa stratégie visant à s'assurer la légitimité interne, sur la base d'un discours ultra-nationaliste. D'autre part, la situation de désordre suscita les conditions nécessaires à la constitution de nouvelles milices et, plus important encore, à la militarisation de plus en plus répandue de réseaux sociaux et économiques informels. A l'opposé de l'histoire récente de la constitution de milices dans les deux Kivu, cependant, la prolifération des milices, à partir d'août 1998, fut cette fois surtout limitée au Sud-Kivu. A l'exception d'un certain nombre de petits groupements mayi-mayi entre Beni et Butembo et dans le Walikale, les milices les plus importantes se situèrent à partir de là dans le Sud-Kivu.

Etant donné que l'équilibre du pouvoir local et les alliances existantes se modifiaient radicalement, les leaders des mayi-mayi furent forcés de se

²⁵ Communication personnelle, Bukavu, juin 1998.

²⁶ Communication personnelle de leaders batembo, Bukavu, mai 2000.

trouver une nouvelle position politique et militaire. En raison des efforts déployés par l'ancien général des FAC Lwecha, qui était également un ancien Simba, et depuis la formation de l'AFDL était devenue un des plus proches alliés de Kabila, quelques leaders mayi-mayi se montrèrent prêts à rétablir leur relation avec Kinshasa. En retour, le gouvernement de Kabila leur fournit des armes, des munitions et des instructeurs, et nomma quelques leaders de milice à des positions de haut niveau au sein des FAC. A partir de septembre 1998, Lwecha essaya également de coordonner ses efforts avec les groupes mayi-mayi conduits par Padiri le long de la route entre Kisangani et Bukavu, les «Forces d'autodéfense populaire» (FAP) au Fizi-Baraka, et avec les milices hutu burundaises et rwandaises. En agissant ainsi, Kinshasa essayait de retrouver quelque légitimité dans l'Est et, en même temps, d'étendre ses capacités militaires. Quoique le plus grand nombre des représentants mayi-mayi insistassent sur le fait que ce support matériel était à peine suffisant pour qu'ils puissent continuer leurs actions, c'était une preuve, pour la plupart des observateurs, que les différentes milices de l'Est étaient devenues partie intégrante de l'armée congolaise officielle. Il n'en reste pas moins que ce support matériel de Kinshasa a permis aux milices mayi-mayi d'intensifier leurs activités militaires et de remplacer leur tactique selon la méthode dite «hit and run» (frappe et file) par l'occupation à long terme de grandes parties de territoire. Leur résistance à ce qui était localement perçu comme une «occupation étrangère» leur valu en même temps un soutien populaire croissant et leur donna une nouvelle base idéologique.

Cependant, la rébellion du RCD a produit un effet supplémentaire. Un contexte d'impunité croissante et une crise de l'autorité donnèrent une nouvelle dimension à la constitution des milices locales. A l'origine, la constitution de celles-ci pouvait être considérée comme une violence «du bas vers le haut» ayant pour but de trouver une solution à la marginalisation sociale et économique. La plupart des milices semblaient aussi être des mouvements d'autodéfense à base rurale. A partir d'août 1998, la distinction réelle entre certains chefs mayi-mayi et les seigneurs de la guerre locaux, toutefois, parut difficile à faire. Dans le contexte d'implosion étatique et de conflit, l'importance des mayi-mayi s'accrut en raison des tentatives faites par une nouvelle classe d'hommes forts pour unifier les groupes armés d'origine ethnique différente en vue de la défense de leurs droits acquis. Des réseaux militarisés informels furent la continuation d'activités de recherche de profit par l'usage possible de la violence. Les intérêts économiques locaux furent rattachés à un contexte politique beaucoup plus large, qui conduisit à la future militarisation de la société locale. Ceci nous aide à comprendre pourquoi, aujourd'hui, des milices mayi-mayi opèrent dans les régions riches en minerais. La violence est devenue une opportunité en elle-même, tandis que le contrôle du désordre est la stratégie principale servant d'écran à la poursuite des intérêts locaux et à court terme. Dans la plupart des cas, l'idéologie anti-

tutsi fortement affirmée n'est que le prétexte tout trouvé pour des activités recouvrant un vaste domaine d'intérêts locaux politiques et économiques.

Au niveau de la base également, des jeunes qui se retrouvaient en situation d'exclusion commencèrent à constituer des bandes, espérant réaliser par la violence leurs rêves matérialistes. Une illustration de cette dynamique se trouve dans les développements qu'elle a connus à Ngweshe. L'apparition des mayi-mayi à Ngweshe peut s'expliquer facilement par la perte du pouvoir politique et du contrôle économique des Bashi locaux depuis 1996 et la destruction des tombes royales par des factions de l'AFDL, mais d'autres raisons, plus profondes, peuvent aussi être repérées. Deux fils d'un oncle du mwami local se joignirent aux mayi-mayi en partie suite à un conflit coutumier entre leur père et l'administrateur du territoire. Grâce à la formation d'une branche locale des mayi-mayi, ils espéraient regagner le contrôle de la terre (qu'on dit contenir un peu d'or). Une fois que cette milice fut instituée, le mwami local et l'élite urbaine bashi, qui était intimement associée à la société civile de Bukavu, se sont mis à apporter leur soutien à cette milice et à tenter de la restructurer. Elle reçut un nouveau nom (l'Union des forces pour la libération du Congo ou «Mundudu 40»), et Odilon Kurengamuzima, un neveu du mwami Ndatabaya, fut choisi comme commandant militaire. Officiellement, cette milice bashi était constituée pour lutter contre la présence des troupes rwandaises au Sud-Kivu. En fait, elle servait également à d'autres objectifs. Le mwami Ndatabaya essayait de s'assurer le contrôle de cette milice pour garantir son autorité au sein de la communauté bashi. Aux yeux des leaders de la société civile, c'était l'instrument idéal pour continuer leur campagne contre les forces rebelles et pour se repositionner eux-mêmes politiquement. En 2000, toutefois, cette coalition bashi se scinda en deux groupes. Les leaders de la société civile instituèrent le Parti de résistance nationale (PRN). L'aile militaire se dota d'une autre appellation : les Forces de résistance et de la défense du Kivu (FRDK) et commencèrent des pourparlers avec les forces de l'APR pour l'attaque conjointe des factions *interahamwe* toujours présentes dans le territoire bushi.

4. A LA RECHERCHE DE REPONSES

Le but de cet article n'est pas d'analyser les milices mayi-mayi comme un nouveau type d'organisation et d'interaction sociales, même si certaines formes de leur organisation leur donne en partie l'allure de sectes. Pour comprendre tout à fait ces groupes armés, cependant, on a besoin de faire plus que de se centrer sur la logique politique ou sur les caractéristiques de stratégie militaire de ce phénomène. Bien que ce soit l'élément le plus visible de leur lutte, la violence politique de ces milices congolaises est suscitée par bien plus que par de profonds sentiments anti-tutsi. La thèse que j'avance ici est que les raisons de l'existence des milices mayi-mayi n'ont pas seulement à faire avec un désir commun de résister à la présence de troupes rwandaises sur

le territoire congolais. Pour un grand nombre de leurs membres, les milices mayi-mayi sont une alternative à la désolation: leur violence ethnique et idéologique est une réaction aux effets d'un long processus de détérioration sociale et de destruction politique, plutôt que la résultante du conflit actuel. La référence à l'appartenance ethnique fait partie d'une stratégie délibérée pour renforcer la cohésion et remobiliser les forces internes. *«Toute insurrection, dépendant de la mobilisation d'un soutien au niveau local, doit presque nécessairement articuler des concepts d'identité qui lient ceux qui ainsi la soutiennent et les distinguent de leurs adversaires»*²⁷. Toutefois, dans le même temps, on ne peut ignorer que la plupart des milices tendent à être le résultat de la logique interne de communautés ethniques locales, et qu'elles reposent sur celles-ci. Enfin, des limites sociales existantes se voient renforcées et des notions comme l'égalitarisme et la solidarité sociale reçoivent une nouvelle signification.

Les milices mayi-mayi présentent des identités alternatives et créent de nouvelles réalités sociales. L'accent mis sur la violence politique comme un progrès social fournit une caractéristique très dynamique et nous évite de négliger l'environnement social. La théorie culturelle propose d'accepter la notion selon laquelle la violence politique reçoit sa forme de l'orientation sociale. Cependant, la même violence politique est également comprise comme l'expression de croyances, qui mettent en relief l'organisation interne des milices. La présente section de notre article va analyser d'abord les motivations et les objectifs des différents groupes mayi-mayi. Ensuite, on étudiera la structure interne, l'idéologie et le type de commandement de ces milices. En troisième lieu, la relation entre ces milices et leur environnement social sera fouillée avec soin. Enfin, on se focalisera sur les bases économiques.

4.1. Buts, motivations et idéologie

La première question concerne les raisons pour lesquelles la constitution de milices est devenue l'une des caractéristiques clés de la situation actuelle dans l'Est du Congo. Comme pour toute explication de type social, la réponse dépend des variables sur lesquelles on met l'accent. D'une part, les traits structurels du cadre social local ne peuvent être ignorés. La combinaison d'un long processus de détérioration de l'Etat zaïrois et d'un renversement de l'utilisation économique de l'espace sont venus saper l'organisation sociale coutumière et ont résulté en un changement structurel de la société rurale. Ces dynamiques ont eu pour effet d'éroder le tissu social, tant socialement qu'économiquement, excluant les générations plus jeunes. Afin d'échapper à une plus grande aliénation, ces jeunes optèrent d'abord pour la migration temporaire vers des centres miniers. Dans le contexte

²⁷ CLAPHAM, C., *op. cit.*, p.13.

présent, cependant, ils trouvèrent de nouvelles formes d'intégration dans des milices de base.

L'explication peut être complétée par un accent mis sur le comportement et la motivation des membres des milices eux-mêmes. Dans le cas des combattants mayi-mayi, nous nous trouvons face à un large spectre de motivations, allant d'opportunités économiques à court terme au patriotisme aveugle. La première voie d'accès qui puisse nous éclairer sur la raison de leur comportement est l'explication fournie par les membres des milices eux-mêmes. La plupart des regroupements armés situent aujourd'hui leur combat contre l'occupation étrangère du Congo au centre de leur discours. Néanmoins, le contenu spécifique de ce discours peut fortement varier d'un groupe à l'autre, ceci dépendant largement des origines et de l'implantation sociale de la milice spécifique concernée. Les objectifs de la première génération des groupes mayi-mayi (ceux créés avant octobre 1996) doivent être considérés comme une excuse plutôt que comme une cause de leur combat et, par conséquent, ont montré qu'ils étaient beaucoup plus flexibles que ceux des milices récemment constituées. Tandis que le plus gros de la première génération de milices mayi-mayi visait à l'origine la protection des terres coutumières contre l'influence grandissante des communautés banyarwanda, aujourd'hui ces milices partagent les mêmes objectifs que celles qui ont été organisées après le début des campagnes de l'AFDL et du RDC. L'opposition à la présence de forces rwandaises sur le territoire congolais et la protection de leur propre communauté sont les éléments de lien indiscutables entre tous les regroupements armés, quoique certains aient placé un but plus radical au centre de leurs actions. Une partie des groupes conduits par les Bembe et Bifulero autour de Fizi et dans la plaine de la Ruzizi, par exemple, non seulement insistent pour que les forces de l'APR quittent le pays immédiatement, mais aussi veulent expulser la population banyamulenge, qui est devenue l'objet d'attaques répétées. Leur position peut être comprise le mieux comme une conséquence de l'antagonisme non résolu entre les Banyamulenge d'une part, et les Bembe et Bifulero de l'autre. Ces contradictions ont plus à faire avec la terre et le bétail qu'avec la politique régionale. Ce n'est qu'après qu'un des leaders de milice bembe, Dunia, a obtenu une position officielle au sein des FAC que leur discours commença à se centrer sur la campagne du RCD. D'autres groupes prirent une attitude plus modérée et pointèrent du doigt les forces rwandaises, condamnées pour avoir transféré leur guerre sur le territoire congolais et vues comme la cause principale des souffrances de la population locale. Et Padiri et Dunia proclamèrent tout deux de façon répétée qu'ils n'agissaient pas contre la population tutsi. Par ailleurs, le groupe Mudundu 40 récemment restructuré déclare qu'il veut *«défendre le territoire bushi contre l'agression extérieure, protéger l'héritage coutumier, protéger la terre et les propriétés personnelles des habitants bushi, agir contre les violations des droits de l'homme,*

*restaurer la paix dans la région et réconcilier les peuples de la région des grands lacs*²⁸.

Etant donné ces observations, la signature de l'accord de paix de Lusaka en juillet et août 1999 a résulté en un changement important dans les motivations sous-jacentes des leaders locaux de milices. Depuis le début du processus de paix de Lusaka, cependant, certains leaders de milices tel Dunia et Padiri exigent d'être considérés comme des leaders locaux suffisamment mûrs et membres à part entière du processus de négociation, et ils ne cachent plus désormais leurs aspirations politiques personnelles.

Ceci nous mène à une seconde voie d'accès possible: le comportement des membres des milices. Alors qu'un certain nombre de milices mayi-mayi, sous la bannière de la résistance contre l'occupation étrangère, visent en premier lieu à défendre leur propre communauté, leurs stratégies diffèrent grandement. Le slogan des mayi-mayi autour de Fizi est «*ebalo ese, ese ebalo*» («notre terre, notre héritage»). Comme il a été mentionné précédemment, le groupe Mudundu 40 basé à Ngweshe a suivi une stratégie très pragmatique et a montré quelque volonté de soutenir l'APR dans sa campagne contre les factions de l'ALIR. En échange, il voulait que l'APR quitte leur région et prenne en main le leadership local (voir les sections suivantes de cet article). En outre, le mouvement du RCD sollicita (en vain) en plusieurs occasions la milice conduite par Padiri à arriver avec lui à un accord sur des opérations conjointes contre l'ALIR. D'autres groupes, cependant, ont préféré continuer leur lutte contre les forces rwandaises.

Toutefois, même si quelques groupes mayi-mayi sont guidés par le souci de la sécurité de leur propre communauté, on ne peut discuter le fait que des intérêts économiques sont la raison première de l'existence de certains autres groupes. A Luindji (entre Bukavu et Mwenga) à la fin 1996, la jeunesse locale était aidée par quelques membres de la communauté bembe pour mettre sur pied une milice dans ce qui semblait bien une tentative, non tant de combattre les forces de l'APR, que d'avoir accès aux sites miniers locaux ou à la terre qui était contrôlée par les bergers banyamulenge²⁹. Les mêmes leaders bembe ont essayé d'unifier certaines milices autour de Mwenga et de Kamituga, ce qui fut localement perçu comme un effort des Bembe d'étendre leur contrôle sur des parties non bembe de la région. Selon un groupe appartenant à la société civile locale, ces tentatives ont été intensifiées depuis août 1998 par d'anciens membres des FAC et ont à être comprises comme une part de la stratégie visant à «*avoir la mainmise sur les richesses de ces collectivités [...], asseoir l'hégémonie bembe et nyindu [...] et transformer ces chefferies en secteurs qui seraient dirigés par un Bembe ou un allié, [...] assurer une vie de maquis pour les Hutu du FDD et les interahamwe, les ex-*

²⁸ ROMKEMA, H., *Research Report: Democratic Republic of Congo. Eastern Region*, Uppsala, Life and Peace, 2001.

²⁹ Communication personnelle, Bukavu, mai 1990.

FAC, en utilisant les naïfs Nyindu et les Bembe»³⁰. Tandis que certains leaders de milices ont comme but de prendre le contrôle de l'exploitation locale des ressources naturelles, pour d'autres la seule raison d'être semble le saccage et le pillage.

La dernière voie d'accès aux raisons cachées du comportement des milices consiste à centrer son attention sur ceux qui y sont à la tête. D'une part, à cause du caractère spontané de la dynamique de fait par laquelle une milice se constitue, la plupart des leaders sont dans une large mesure libres de choisir comment ils vont être organisés ou opérer. D'autre part, une masse de recruteurs potentiels sont attirés par les perspectives que ces milices offrent d'un accès facile à toute une série de ressources locales. Les groupements mayi-mayi qui ont participé à la guerre de Masisi en mars 1993 furent en partie recrutés par les autorités traditionnelles locales, mais ont reçu également un soutien substantiel des politiciens locaux et des anciens membres des FAZ. On peut dire la même chose des leaders de la société civile, qui récemment ont tenté de tirer avantage de la popularité des milices locales à Ngweshe pour la mobilisation de la population urbaine. Ainsi qu'il a été dit précédemment, le contexte actuel de désintégration de l'Etat et d'insécurité croissante a fait naître aussi une nouvelle espèce d'hommes forts qui essaient de contrôler les marchés locaux restants via des réseaux militarisés informels. Pour ce type d'hommes, les milices existantes représentent une base d'appui facile pour la protection de leurs activités lucratives. A Butembo, on a pensé que les hommes d'affaires locaux étaient directement impliqués dans l'impulsion récente à créer des milices pour étendre leur contrôle sur les activités du commerce local. Un observateur suggère même que les hommes d'affaires de Butembo mobilisent leurs propres milices pour déjouer les menées de leurs rivaux économiques³¹. Le résultat est une mixture vénéneuse de différentes factions mayi-mayi entrant en compétition pour le contrôle des réseaux économiques. D'autres sources ont mentionné un état de fait semblable à Masisi, où, en juillet 2001, les seigneurs de la guerre hunde et nyanga se sont violemment heurtés³².

De ce survol rapide, on peut conclure que dans l'Est du Congo deux impulsions différentes ont conduit à la constitution de milices locales. Quoique la résistance à l'occupation étrangère soit le dénominateur commun de la plupart de ces groupes armés, en réalité il est souvent difficile de distinguer, d'une part, les leaders patriotiques de milices et, d'autre part, les seigneurs de la guerre locaux. Naturellement, l'aspect dynamique de la constitution d'une milice locale est pour beaucoup dans l'explication de cette confusion. Cependant, comme il a été démontré, les différents enracinements sociaux de ces milices offrent une explication plus valable de la forte

³⁰ CADEL, *Le Mouvement 'Mayi Mayi' en territoire de Mwenga ou tentatives répétées de destabilisation des Chefferies de Wamuzimu et des Wakabango I*, Shabunda, 16 février 1999.

³¹ ROMKEMA, H., *op. cit.*

³² TEGERA, A., *Sécurité et diplomatie en Afrique centrale*, Goma, Pole Institute, octobre 2001.

dissemblance que présentent leurs objectifs et leurs motivations, aussi bien que de la nature changeante de ceux-ci.

4.2. Leadership et structure interne

Les milices mayi-mayi ne semblent pas avoir un commandement fortement centralisé. Ainsi qu'il a été démontré précédemment, il serait particulièrement erroné de présenter les différents groupes mayi-mayi comme faisant partie d'une seule et unique structure centralisée. Même si actuellement quelques leaders de milices essaient de coordonner leurs activités et que Padiri est en train de gagner la confiance de la majorité des leaders des autres groupes, il est très peu vraisemblable que les tentatives de ces leaders de créer un groupement mayi-mayi chapeautant tous les autres réussissent dans un proche avenir. Selon la MONUC, les groupements dirigés par Padiri et Dunia sont les milices les mieux organisées et sont reconnus par les autres mayi-mayi comme les groupes de tête. La MONUC estime à 6.000 le nombre de combattants du groupe de Padiri, tandis qu'on affirme que Dunia exerce le contrôle de 4.000 combattants³³. Il n'en reste pas moins que, à côté des différences de buts et d'objectifs, chaque groupement tend à avoir son propre leader et opère à l'intérieur des limites de sa propre communauté ethnique, et cela même lorsque les combattants sont recrutés dans différentes communautés ethniques.

On en sait beaucoup moins à propos de la structure interne de chaque groupement. On pense généralement que le groupe de Padiri qui opère autour de Bunyakiri est la milice la mieux organisée. Ce groupe est constitué de différentes sections (chacune ayant leurs propres unités de commandement), d'une équipe d'instructeurs (chacun ayant ses responsabilités propres) et de représentants régionaux. Un secrétaire personnel et un commandant en chef assistent Padiri³⁴. Les groupes mayi-mayi de Fizi sont moins organisés. Bien qu'on croit que différents groupements bembe tentent également de coordonner leurs activités, il est d'évidence flagrante que ces groupements ne suivent pas nécessairement la même logique. Dunia, qui est souvent présenté comme le commandant en chef des milices bembe, semble avoir perdu quasi tout le contrôle de ces groupes qui optent pour une lutte radicale contre les Banyamulenge. Cependant, la position modérée de Dunia n'est pas l'unique raison du manque de cohésion interne. D'une part, on croit que le groupe dirigé par Madoa-Madoa reçoit un important soutien de Kinshasa au détriment de Dunia. D'autre part, la confusion interne des milices bembe peut être mise en rapport avec l'organisation traditionnelle de la communauté bembe, qui se fait autour de clans (c'est-à-dire de structures coutumières) et n'a pas de chefs

³³ MONUC, rapport cité dans *La Référence Plus*, 10 avril 2002.

³⁴ Communication personnelle d'un visiteur du camp de Padiri, Bukavu, avril 1999. Malheureusement, je n'ai pu obtenir aucune information valable concernant la structure interne des autres groupements armés qui se trouvent sous le contrôle de Padiri.

généraux à sa tête. Les différentes identités claniques des leaders de milices actuels expliquent dans une large mesure les différences d'objectifs et de stratégies³⁵.

Lorsqu'on fait l'analyse de la structure interne de chaque groupement, il faut également faire référence au rôle joué par les croyances traditionnelles et les structures traditionnelles de l'organisation sociale. Même si quelques leaders de milices s'opposent ouvertement aux autorités traditionnelles, certains éléments de leur organisation interne sont tirés de l'organisation sociale traditionnelle. Dans le même temps, un certain nombre d'éléments particuliers des systèmes de croyance traditionnelle sont incorporés afin de fournir protection dans la bataille. Comme a dit récemment à Uvira un membre mayi-mayi, «*nous sommes un peu superstitieux. Nous croyons aux forces des plantes. Mais nous pourrions facilement faire la démonstration qu'une feuille de bananier traitée avec nos aspersion d'eau rituelle résiste à une balle ou à une roquette. Pour un combattant, l'effet est le même, sauf s'il a commis des fautes au regard de notre code de conduite*»³⁶.

A beaucoup d'égards, les dimensions magico-religieuses de la résistance actuelle des mayi-mayi se ramènent à une reproduction des croyances et de la magie traditionnelles des rebelles simba des années soixante. Même si une information de première main n'est accessible que pour les groupes de mayi-mayi conduits par Padiri et Dunia, l'information recueillie indique l'usage d'éléments traditionnels et d'une logique spirituelle –quoique pas au même degré– par d'autres groupes mayi-mayi également. Ces éléments servent à deux fonctions importantes: protéger le combattant dans la bataille, et accroître la cohésion interne du regroupement des miliciens.

Pour beaucoup de combattants mayi-mayi, la conception de la pureté rituelle est de première importance car elle leur offre protection pendant l'attaque, ce qui leur assure la victoire sur leurs ennemis. Le premier pas vers la pureté est l'initiation au cours d'une célébration rituelle, qui confère aux membres nouvellement recrutés (du sexe masculin) des forces spécifiques et particulièrement puissantes. Les rituels d'initiation incluent l'introduction d'un produit dans une incision faite sur le dessus de la main droite et l'aspersion de la nouvelle recrue avec l'eau sacrée³⁷. La permanence de la

³⁵ Comme l'a remarqué récemment Romkema, la confusion entre les différentes milices bembe actuelles encourage quelques milices non bembe plus petites de la plaine de la Ruzizi, lesquelles jusqu'à présent acceptaient le leadership de Dunia, à chercher assistance auprès du groupe de Padiri. ROMKEMA, H., *op. cit.*

³⁶ Combattant mayi-mayi d'Uvira, cité dans TORMAQUENAUD, L., «Une guérilla de voisinage», *Libération*, 29 mai 2000.

³⁷ Pour ces rituels, la milice dispose de son propre guérisseur ou est dépendante du guérisseur d'autres groupes mayi-mayi, mais l'incision est d'habitude faite par une femme bembe de Fizi. A Bunyakiri, on m'a dit que les autorités traditionnelles sont consultées pendant le rituel de même qu'avant chaque bataille. J'ai aussi appris que le guérisseur local a fabriqué un produit en 1997 qui rend la recrue invincible pour une période d'environ douze ans et lui confère le

pureté rituelle dépend, elle, du respect de certaines normes et tabous par les membres de la milice. De nouveaux codes de conduite sociale ont été créés, pour lesquels, une fois encore, l'organisation sociale traditionnelle a été le point principal de référence, même si ce type d'organisation étaient transformé par leurs propres perceptions du monde extérieur. Certaines normes font partie de la plupart des traditions locales, tandis que d'autres prescriptions n'existent que dans certaines traditions locales en particulier ou bien sont nouvellement créées. Il semble que ces prescriptions sont grandement développées dans les groupements mayi-mayi qui sont reliés à leurs communautés ethniques par une forte tradition magico-religieuse et qu'unissent les mêmes rituels d'initiation (tels les Batembo et les Bembe) ou une semblable tradition de chasse (tels les Hunde de Masisi), mais sont moins développées dans les groupements plus d'origine plus récente (tel le Mudundu 40)³⁸. Certaines de ces prescriptions définissent les types de contact avec le monde extérieur, ceci incluant les relations avec les femmes: tabous contre des hommes physiquement trop familiers quand on en rencontre, tabous contre le fait de donner directement quelque chose à quelqu'un (l'objet doit d'abord être déposé sur le sol), interdiction de manger de la nourriture préparée par des femmes, de rapports sexuels avec certains types de femmes, de croiser le chemin emprunté par des femmes, etc. D'autres prescriptions visent à renforcer l'organisation interne du mouvement: interdiction de manger certaines nourritures (tels les légumes), obligation d'asperger d'eau sacrée la nourriture avant de la manger, interdiction de changer de place les plats qui sont sur la table en les faisant glisser (il faut pour cela les soulever), etc. La dernière série de prescriptions est directement reliée aux activités militaires : absence de toute action militaire contre la population, obligation d'asperger les villages locaux avec de l'eau afin de protéger temporairement les populations, etc. Lorsque ces prescriptions sont transgressées, les rituels sont vains et le combattant perd sa protection. Quand un combattant meurt ou est blessé, on se dit qu'il a perdu sa pureté rituelle. En aucun cas, les rituels ne sont remis en question³⁹.

pouvoir d'abattre des avions et de transformer en alliés les animaux sauvages. En ce sens, les milices mayi-mayi nous rappellent le Mouvement du Saint-Esprit (HSM) d'Alice Lakwena. Après initiation, les combattants HSM pouvaient changer les pierres en grenades explosives, abeilles et serpents se transformaient en leurs alliés, et ils étaient immunisés contre les balles des ennemis. Ici aussi, l'aspersion d'eau lustrale et l'onction du corps avec une huile particulière étaient des rituels centraux pour obtenir le statut d'invulnérabilité.

³⁸ Même si j'ai entendu dire que les combattants du Mudundu 40 sont assistés par des guérisseurs barega.

³⁹ Communication personnelle de combattants mayi-mayi, d'habitants locaux et de visiteurs de leurs camps autour de Bunyakiri, Bukavu, mai 1998 et avril 1999.

4.3. Rapports avec l'environnement social

Les relations entre les différentes milices mayi-mayi et la société rurale qui les héberge varie selon la région, la présence d'autres forces, la nature et l'arrière-plan historique du groupe, son leadership, le moment précis du temps examiné, et la quantité de coopération que certains membres de la société-hôte est prête à offrir. Comme il est impossible de faire des observations à portée générale sur la nature de ces relations, on est obligé de se limiter à une analyse au cas par cas.

A l'inverse de ce qu'on pourrait attendre, les relations entre les mayi-mayi et la population rurale ne sont pas nécessairement celles d'un intérêt commun, mais vont d'une proche identification des uns et des autres basée principalement sur l'affiliation ethnique, jusqu'à des rapports de contrôle et d'exploitation. La même chose peut être dite des relations entre ces milices et les autorités traditionnelles locales. Dans certaines régions, comme Kamituga et Lwindja, plusieurs chefs coutumiers ont été exécutés à cause de leur collaboration supposée avec le mouvement rebelle RCD. Dans d'autres régions, telles Bunyakiri, Masisi et Ngweshe, en revanche, les autorités locales sont connectées de manière proche ou même directement impliquées dans les activités des mayi-mayi. Parce que les autorités traditionnelles dans le contexte actuel de conflit subissent un changement de leur image, une partie d'entre eux essayent de rétablir des contacts étroits avec leurs sujets afin de ne pas perdre leur position. Pour y réussir, ces bwami sont forcés d'offrir leur soutien aux combattants mayi-mayi (du moins, d'un point de vue idéologique), lesquels jouissent de la sympathie de la population. Ceci explique pourquoi il y a souvent des contacts intimes avec le chef local, même si ce chef n'a jamais le contrôle direct de la milice locale. Il n'en reste pas moins qu'à Fizi en 1996, quelques chefs bembé ont essayé de mobiliser la jeunesse pour protéger leur position, usant de l'argument que, sans protection armée, les Banyamulenge prendraient leur place. Qui plus est, à Bunyakiri, le bruit court qu'au moins un «chef de groupement» a été directement impliqué dans l'institution et les opérations militaires des mayi-mayi en 1993, alors que jusqu'à récemment ce chef traditionnel avait soutenu le mouvement sans réellement s'y engager. En 1996 et 1997, quelques «chefs de groupement» bufalero étaient à la tête de groupes de combattants locaux, tandis qu'on pense qu'à présent la plupart des chefs coutumiers bufalero apportent leur soutien aux groupements mayi-mayi locaux. A Ngweshe également, le Mudundu 40 a des liens étroits avec le mwami local Ndatabaya. Ici, on dit également que la position très négative des troupes de l'AFDL et du mouvement rebelle RCD contre l'ordre coutumier local⁴⁰ est parmi les raisons principales de la constitution de la milice mayi-mayi.

⁴⁰ Position qui s'est exprimée par la démolition des tombes royales en 1996 et l'assassinat du mwami de Kasika en 1998.

Dans le Sud-Kivu, une partie de la société civile, de l'Eglise catholique et de la population rurale soutient, du moins idéologiquement, la lutte des mayi-mayi. Ainsi que mentionné plus haut, quelques membres de la société civile ayant Bukavu comme base ont été directement engagés dans la milice Mudundu 40. Pour un certain nombre de représentants de la société civile, cette milice a été utilisée pour la réalisation de leurs mobiles politiques. A Uvira également, quelques membres de la société civile sont supposés soutenir l'idéologie mayi-mayi. A plusieurs reprises, certains d'entre eux ont été arrêtés ou harcelés par les autorités locales; quoique ces actes puissent être interprétés comme une partie de la stratégie du RCD pour intimider la société civile locale plutôt que comme une preuve évidente d'un lien avec les groupements mayi-mayi.

Les chefs de l'Eglise catholique au Sud-Kivu se sont révélés être violemment opposés à la présence des troupes rwandaises et comme apportant leur soutien aux mayi-mayi, et ont adopté une position similaire à celle de la société civile locale. Ceci n'est pas très étonnant, parce qu'on est déjà arrivé à la conclusion que les chefs de l'Eglise catholique ont toujours eu un fort impact sur l'élite bashi locale. Toutefois, ce soutien va plus loin qu'une simple sympathie pour l'idéologie mayi-mayi. A plusieurs reprises, on m'a signalé que des prêtres catholiques avaient appelé la population à apporter son aide aux milices mayi-mayi. Qui plus est, on croit que l'organisation catholique de bienfaisance Caritas a distribué aux combattants mayi-mayi des vivres et des médicaments⁴¹. Une information recueillie de la bouche d'un membre mayi-mayi à Bukavu désigne même directement l'évêque local, Monseigneur Kataliko⁴².

Le type de relations entre la population rurale et les milices mayi-mayi varie fortement de région à région et de groupe armé à groupe armé. Quoique la population locale soit généralement en sympathie avec cette idéologie et ce combat, la plupart des forces de résistance locales sont coupées de la société prise au sens large et sont plus près de groupes étroits et fermés que d'un vaste mouvement concernant la population rurale dans son ensemble. Dans certains cas, il y a de sérieuses frontières entre les milices et la société élargie, tandis qu'ailleurs les milices sont totalement coupées de la population rurale. Dans beaucoup de cas, cependant, la population locale tend à se réinstaller dans des régions qui sont dites sûres. Selon la situation, ces régions sont des zones contrôlées par le RCD ou les mayi-mayi.

⁴¹ Une fois encore, il n'y a aucune évidence radicale de ce soutien, et par conséquent cette information ne doit pas être prise pour argent comptant. Néanmoins, différentes sources locales ont confirmé que, spécialement dans la région bushi, des membres de Caritas sont liés de façon étroite avec des groupements mayi-mayi. Même les autorités locales du RCD sont convaincus que cette ONG est en contact direct avec les mayi-mayi. En diverses occasions, le gouverneur local a mentionné ce lien en tant qu'exemple des relations entre la société civile urbaine et les milices rurales.

⁴² Communication personnelle d'un représentant mayi-mayi, Bukavu, mai 2000.

Dans les zones contrôlées par les milices, les combattants mayi-mayi ont tendance à compter sur la population locale pour assurer leur propre survie. Dans plusieurs régions se trouvant sous le contrôle des mayi-mayi, les combattants obligent la population locale au labourage manuel et à payer des taxes sur les marchés locaux. Ils établissent également des barrages de contrôle le long des routes principales pour récolter des taxes et contrôler la mobilité de la population rurale. Une autre stratégie largement utilisée vise à couper tout lien possible entre l'administration du RCD et la population rurale. De nombreux exemples illustrent le fait que les villages sont souvent attaqués pour provoquer en retour une attaque du RCD et gagner ainsi le soutien de la population locale.

4.4. Equipement et ravitaillement

La dernière section de cette enquête va concerner l'accès aux sources d'équipement et de ravitaillement des milices mayi-mayi. Pour leur propre survie, les milices ont deux options: l'exploitation de ressources internes ou l'apport de ressources externes grâce aux alliances locales et régionales. Ces éléments sont tous deux cruciaux pour leur existence, tout en influençant sérieusement les stratégies et les alliances. D'une part, pour la livraison d'armes et de munitions, la plupart de ces groupements armés peuvent, et le font sans aucun doute, compter principalement sur le soutien des autorités de Kinshasa et les milices armées étrangères. D'autre part, de nombreux groupements mayi-mayi dépendent lourdement de la population locale ou tentent d'avoir accès aux ressources par le contrôle exercé sur les réseaux économiques informels locaux.

Avant que ne débute la rébellion du RCD, la plupart des groupements mayi-mayi étaient pauvrement armés et dépendaient des milices ALIR et FDD mieux équipées, ou des FAZ en train de se retirer, pour se procurer des armes. En conséquence, la plupart des combattants de milices étaient dépourvus d'armes ou alors faiblement armés, et donc leurs actions militaires devaient forcément se limiter à des attaques occasionnelles selon la tactique du «hit and run». A partir d'août 1998, cependant, les choses ont radicalement changé étant donné que le gouvernement de Kinshasa a trouvé dans ces milices l'instrument idéal pour la déstabilisation des parties de l'Est du Congo contrôlées par les Rwandais et les Burundais. Selon des sources locales, à partir de mars 1999, des armes, des munitions et un équipement de communication (téléphones par satellites) ont été envoyés aux groupes conduits par Padiri et Dunia de façon régulière par des parachutages dans les forêts de Walikale et sur des pistes d'atterrissage locales comme Kilimbwe, ou passées clandestinement de Kigoma (Tanzanie) dans la région de Fizi⁴³. Ce

⁴³ Le consulat congolais local de Kigoma est supposé avoir joué le rôle de coordinateur, alors qu'il semble relativement évident que Joseph Kabila a recruté et armé des rebelles mayi-mayi parmi les camps de réfugiés congolais dans Kigoma et les alentours.

soutien n'est supposé avoir accru qu'après la signature de l'accord de paix de Lusaka. A la fin de février et au commencement de mars 2000, quelque 7000 combattants congolais armés, en provenance de Kigoma, traversèrent le lac Tanganyika pour se joindre aux forces mayi-mayi à Fizi. Néanmoins, plusieurs témoins oculaires ont rapporté qu'il n'y avait que 20 à 50% de combattants mayi-mayi à avoir des armes à feu⁴⁴.

Certains développements en 2001 ont eu un impact considérable sur les relations entre le gouvernement de Kinshasa et les milices mayi-mayi. Des observateurs locaux pensent qu'à la fois la présence de la MONUC et la nomination de Joseph Kabila comme nouveau président après l'assassinat de son père au début 2001, ont eu comme résultat une réduction sérieuse du soutien apporté à ces groupements armés. Quoique soit citée comme une évidence l'observation que certains leaders mayi-mayi ont commencé à rechercher d'autres sources de soutien (cf. le rapprochement entre l'APR et Mudundu 40), il est quasi impossible de se faire une idée claire du véritable contenu des relations actuelles entre les leaders mayi-mayi et Kinshasa. Néanmoins, on présume que, même si certains leaders mayi-mayi se sont plaints que le soutien de Kinshasa ne s'est jamais matérialisé et qu'il est contraire au discours de Joseph Kabila, des vols de ravitaillement continuent toujours. En mars 2002, quelques observateurs ont même déclaré que de nouvelles formes de soutien ont été mises en place entre Padiri et Kinshasa.

Une autre source de soutien provient des différentes milices étrangères opérant depuis le Kivu⁴⁵. A partir de 1997, la plupart des groupements mayi-mayi ont conjoint leurs forces aux bandes errantes des *interahamwe* vaincus et des ex-FAR, ainsi qu'aux FDD burundaises. Même si de récentes et pertinentes informations manquent largement et que les alliances entre les FDD, l'ALIR et les milices mayi-mayi se modifient continuellement selon le contexte local, lorsque l'ALIR et les FDD sont devenus partie prenante de la coalition de Kabila en août 1998⁴⁶, une intensification de la coopération entre milices congolaises et non congolaises a pu être notée. Dans le Sud-Kivu, la plupart des milices ont conjoint leurs forces soit avec les FDD soit avec l'ALIR⁴⁷. Dès le début, cependant, cette alliance s'est révélée très instable. Plusieurs points de discorde concernaient le commandement du mouvement et le comportement des rebelles *interahamwe* vis-à-vis de la population locale. Ce qui n'était qu'une discorde éclata finalement en un conflit ouvert, bien qu'il ne soit pas clair du tout que l'alliance entre les deux groupes ait été

⁴⁴ Communication personnelle, Bukavu et Uvira, mai 2000.

⁴⁵ Selon le gouverneur du Sud-Kivu, en janvier 1999, des factions du FDD ont été vues à Fizi, Uvira et Walungu, tandis que des *interahamwe* ont mené des actions à Cihirano, Burhale, Mushinga, Lubona, Mubanbano (près de Shabunda), Lulingu, Bunyakiri, Ziralo, Kambali et Tchabene. Communication personnelle du gouverneur provincial, Bukavu, avril 1999.

⁴⁶ Les quartiers généraux du FDD sont même installés aujourd'hui à Lubumbashi (Katanga).

⁴⁷ Des survivants des attaques de mars 2000 à Kabuzi-Biega ont fait état de l'existence d'une alliance entre les forces mayi-mayi de Padiri et une unité de l'ALIR qui avait participé aux combats autour de Shabunda, Kalonge et Katana plus tôt dans l'année.

réellement rompue. Selon certains observateurs, Padiri a invité les forces du RCD en 2000 à une attaque conjointe contre les factions *interahamwe* qui avaient refusé de participer aux opérations autour de Shabunda. Depuis mai 2000, la jeunesse de Bunyakiri avait essayé de convaincre Padiri d'ouvrir un dialogue de réconciliation avec le RCD. Un accord a été atteint entre lui et un commandant du RCD, Chuma. Quelques mois plus tard, cependant, le gouvernement de Kabila a publié une déclaration du groupe de Padiri rapportant une reprise des combats avec les forces du RCD et de l'APR près de Shabunda, suggérant que la coalition entre les factions de l'ALIR et Padiri n'avait pas encore totalement pris fin.

En outre, les groupements mayi-mayi du Moyen Plateau et de Fizi accueillirent à l'origine le soutien intensifié des FDD et de l'ALIR après août 1998. Depuis le début de la rébellion du RCD, pour leur entraînement et activités militaires, ces milices se révélèrent hautement dépendantes de leurs partenaires étrangers. Comme l'indique la participation régulière des milices mayi-mayi de Fizi et de la plaine de la Ruzizi à de récentes attaques au Burundi, cette alliance locale n'est pas destinée uniquement à déstabiliser les zones contrôlées par le RCD, mais participe à une plus vaste coalition régionale de forces anti-tutsi. Néanmoins, dans cette région, des affrontements ont été signalés entre l'ALIR et les groupes mayi-mayi. Quelques leaders des milices bembe ont même mis en question l'idéologie sous-jacente de la coalition avec les troupes de l'ALIR. Pour Dunia, les forces mayi-mayi «devraient concevoir une vision plus claire de l'avenir du Congo»⁴⁸, au lieu de se braquer sur des objectifs anti-tutsi et anti-banyamulenge. Aux yeux de certains parmi ceux qui sont aux commandes, ce changement dans la position de Dunia est vu comme une trahison, ce qui constitue l'une des explications des désaccords internes au sein des milices basées à Fizi.

Pourtant, on croit aussi que des raisons économiques, à savoir le contrôle du commerce local de l'or, sont les causes des différends entre Dunia et les autres leaders de milices bembe. Il est généralement acquis que les milices et mouvements rebelles cherchent à couper les gouvernements de l'exploitation et de l'exportation de denrées provenant de zones rurales, et de les détourner pour leur propre usage⁴⁹. Il est couramment rapporté que les leaders mayi-mayi contrôlent les activités dans différentes zones riches en minerais. Quelques milices ont également imposé des taxes sur les opérations économiques et commerciales, ainsi qu'une série de servitudes telles le paiement d'impôts et d'amendes. Dans les districts miniers, ils obligent la population à fournir le travail manuel nécessaire pour produire les minerais, qu'ils vendent à des hommes d'affaires locaux donnant lieu ainsi à une revente importante sur les différents «comptoirs de minerais» de Bukavu ou bien à une exportation vers Kinshasa ou la Tanzanie. Les réseaux de commercialisation informels locaux sont largement exploités par les leaders

⁴⁸ ROMKEMA, H., *op.cit.*

⁴⁹ CLAPHAM, C., *op.cit.*

de milices. Dans l'Est du Congo, les milices mayi-mayi essaient de détourner ces denrées à leur propre avantage. Ceci est particulièrement le cas autour de Butembo, où différents groupes mayi-mayi sont en compétition pour le contrôle des réseaux commerciaux locaux. De façon assez étrange, ceci conduit à des liens directs ou indirects entre ces milices et leurs adversaires. Plusieurs faits indiquent que les commandants des milices vendent directement ou indirectement leurs produits à des intermédiaires rwandais. A première vue, ceci donne à la thèse de Collier, selon laquelle la possibilité de prédation détermine la logique de la violence, une grande crédibilité. Ou bien, est-ce que cela ne fait que prouver que, dans les situations de conflit, la politique ne doit pas être confondue avec la viabilité financière?

5. DE LA VIOLENCE A LA NEGOCIATION?

De l'aperçu et de l'analyse historiques de la dynamique de la constitution de milices dans l'Est du Congo, on peut retirer deux points. Le premier concerne l'impact de la lutte armée des milices mayi-mayi sur leur propre organisation interne et sur leurs adversaires. Le second point concerne l'implication de la grande prolifération de milices sur la société-hôte et l'environnement social.

La présente section va explorer quelques conséquences de la violence politique des milices mayi-mayi. Même si la plupart de ces groupements armés devraient être considérés comme résultant de processus locaux d'exclusion sociale et d'effondrement économique, leur importance croissante est due au contexte d'un conflit qui traîne en longueur. La première observation concerne l'impact sur l'organisation interne de ces milices, l'intégration de certains de leurs leaders dans la coalition de Kabila, ou encore le dialogue intercongolais et l'arrivée des troupes de la MONUC. A l'inverse de ce qu'on pourrait attendre, ces éléments n'ont pas abouti à une structure réelle, centralisée des mayi-mayi. Les entreprises les plus réussies ont été effectuées par Padiri Karendo. On pense généralement qu'il a réalisé l'intégration partielle de nombreux petits groupements armés (tel celui des mayi-mayi à Masisi, Walikale, Kamituga et autour de Beni) en une structure plus cohésive et est considéré comme le plus important des leaders mayi-mayi. Néanmoins, il n'a toujours pas l'autorité de négocier au nom de toutes les milices mayi-mayi.

Le premier élément de division est la stratégie de négociation possible avec les forces de l'APR et l'alliance avec les différentes milices étrangères hutu. Tandis que certains ont essayé d'acquérir un maximum de légitimité en rompant leur alliance avec les factions de l'ALIR et des FDD et en étudiant l'issue possible de négociations avec le RCD et l'APR, d'autres continuent à coopérer étroitement avec ces milices étrangères. Les différences d'arrière-plan social et de nature de ces groupes doivent être considérées comme des raisons supplémentaires de leur faiblesse interne et de leur manque d'aptitude

à devenir un mouvement politique. Même si le soutien des autorités de Kinshasa a contribué à un accroissement significatif de leurs capacités militaires, la plupart des milices sont encore liées de façon très étroite à leur propre communauté ethnique. En outre, avec cette exception de milices qui ont à être considérées comme un simple ramassis de bandits, la plupart des groupements mayi-mayi ont principalement en vue la défense de leur propre communauté plutôt que de suivre un objectif politique de libération nationale.

Ceci nous amène à la seconde observation à propos de la violence des mayi-mayi. Même si ces milices continuent à souffrir de faiblesse interne, cela n'empêche pas les forces du RCD de redouter leurs capacités militaires, et cela n'exclut pas que les politiciens locaux et ceux de la diaspora n'exploitent la force politique potentielle de ces groupements mayi-mayi.

La guerre actuelle entre les milices mayi-mayi et les forces combinées du RCD et de l'APR est une guerre sans confrontation militaire ouverte sérieuse, mais doit être comprise comme une forme extrême de compétition entre les acteurs étatiques et non étatiques pour le contrôle de l'exploitation des réseaux sociaux et commerciaux. Ceci explique pourquoi la plupart des affrontements sont concentrés dans les régions riches en minerais et pourquoi la population locale à la fois est victime de la violence et y participe. Keen fait remarquer que *«l'image de la guerre comme une forme de contestation a parfois servi d'écran de fumée pour l'émergence d'une économie politique de temps de guerre dont les rebelles et le gouvernement lui-même peuvent profiter. Quelques participants peuvent donc plus soucieux de prolonger une guerre que de la "gagner"»*⁵⁰. La question à poser n'est pas qui soutient la rébellion de qui, mais qui cherche à tirer avantage du contexte actuel de guerre. Dans le même temps, cette question ne doit pas être appliquée seulement aux leaders des rebelles, mais aussi aux populations et mouvements de la base. Dans le cadre de cet article, il est suffisant de reconnaître que ces économies du monde des affaires donnent plus d'autonomie aux différents acteurs locaux tout en produisant à la fois un changement radical des méthodes de guerre classiques. Le contrôle de l'exploitation des minerais locaux par les milices locales en tant que tel ne perturbe pas les forces de l'APR. En fin de compte, la plus grande partie de ces gemmes sont intégrées dans les réseaux économiques plus larges, qui sont sous le contrôle des mêmes leaders de l'APR.

Pour les forces de l'APR et le mouvement du RCD à la fois, ce qui fait davantage problème est le défi permanent à leur propre sphère d'influence et d'accès à la population que représentent les milices mayi-mayi. C'est une des raisons pour lesquelles différentes tentatives ont été faites pour réaliser une modification de cette relation antagoniste. On pense que Kabila essaie encore d'utiliser les milices mayi-mayi pour la déstabilisation des territoires du Congo sous contrôle rwandais, mais ce soutien est fortement dépendant du

⁵⁰ KEEN, D., «Going to War: How Rational is it?», *War, Money and Survival*, Forum, Geneva, ICRC, 2000, p.30.

consentement des leaders de milices à intégrer leurs activités dans la stratégie plus vaste de la coalition de Kabila, qui implique aussi la reconnaissance des factions de l'ALIR et des FDD comme alliés à part entière. Pour de nombreux leaders mayi-mayi, ces conditions ne sont plus acceptables. Aujourd'hui, les leaders en question reconnaissent que l'alliance avec l'ALIR et les FDD a été tout sauf productive. En conséquence, ils essaient de réduire l'influence de ces forces sur leurs propres groupements. Etant donné la dynamique du dialogue intercongolais, certains révisent aussi leurs ambitions et leurs buts et recherchent une reconnaissance internationale pour pouvoir participer à ce dialogue. D'autres ont même commencé à croire qu'il est aujourd'hui possible d'arriver à une solution par le biais de la négociation. Quoiqu'une collaboration récente entre Mudundu 40, l'APR et le RCD a été interprétée comme un acte de trahison par quelques leaders de milices⁵¹, d'autres leaders attendent de voir les résultats de ce nouveau rapprochement⁵².

Un réel accommodement ou un accord concret n'a pas encore été réalisé. Cela ne veut pas dire qu'un cessez-le-feu de fait entre quelques groupements mayi-mayi et les forces du RCD soutenues par le Rwanda n'existe pas dès à présent. Pour les forces du RCD et de l'APR un arrangement avec les groupements mayi-mayi faciliterait l'isolation de l'ALIR et des FDD. La première stratégie des forces conjointes de l'APR et du RCD visait à limiter le pouvoir de l'alliance des mayi-mayi, de l'ALIR et des FDD par des opérations militaires de grande envergure. Après que cette stratégie se fut révélée vaine, un certain nombre de groupements mayi-mayi camouflés ont été institués⁵³. En 2001, une soi-disant alliance de ces groupements mayi-mayi, avec l'aide du RCD, a été créée et présentée officiellement à la presse internationale. Aujourd'hui, cependant, les leaders du RCD ont exprimé leur accord en vue de commencer des pourparlers avec les leaders mayi-mayi, bien que quelque hésitation des deux côtés continue à empêcher toute sérieuse négociation.

Etant donné la légitimité morale des mayi-mayi comme force de résistance contre l'occupation étrangère du Congo, les leaders locaux et nationaux anti-Kabila sont de façon croissante attirés par leur potentiel politique et leur capacité mobilisatrice. Actuellement, de nombreux politiciens dans les centres urbains et la diaspora congolaise se réclament de représenter les forces mayi-mayi. Dans leurs tentatives de saisir l'idéologie de base des mayi-mayi, ils se présentent eux-mêmes comme les porte-parole des ailes politiques de ces milices. Une de ces associations, «l'Union des fédéralistes

⁵¹ A un certain point, Padiri a désapprouvé fortement la position de la Mudundu 40 et a rompu toute communication avec cette milice. En avril 2002, on a cru qu'une partie de la milice Mudundu 40 avait fait alliance avec Padiri.

⁵² ROMKEMA, H., *op.cit.*

⁵³ Un de ces groupes est, dit-on, commandé par un certain Paulin Kabulira Shetebo et porte l'uniforme du RCD dans la bataille. On dit aussi qu'un autre de ces groupes mayi-mayi camouflés opère autour d'Uvira et a à sa tête Jean-Paul Kabambe, qu'on pense soutenu par les autorités burundaises.

congolais – mayi-mayi», proclame qu'elle est basée à Bukavu et a des représentants à Kisangani, Goma, Bruxelles et Paris. Pourtant, quand des leaders mayi-mayi de Bukavu ont été interrogés sur la question, aucun d'eux n'avait entendu parler de cette association. Un autre exemple est l'«Union of Congolese Resistance Forces» (l'Union des forces de résistance congolaise), qui a été instituée à Dar es-Salaam en septembre 2000 et déclare qu'elle représente les forces conjointes de tous les groupements mayi-mayi. Ici encore, aucune preuve de son existence n'a pu être trouvée au Kivu même⁵⁴. Au début de l'année 2000, d'anciens leaders rebelles, des représentants de la société civile et des politiciens de la diaspora congolaise se sont même rencontrés à Bommersvik (Suède) et ont affirmé que plusieurs groupements mayi-mayi y étaient représentés. Cette revendication doit être comprise comme une tentative opportuniste de certains individus de la diaspora congolaise pour se positionner en l'absence de tout lien direct avec la réalité sur le terrain. Les perspectives du dialogue intercongolais ont eu un effet multiplicateur sur ces efforts. Même le MRC, qui a à sa tête le leader de la société civile Bushoki et est peut-être le groupe le plus important à proclamer qu'il représente (presque tous) les mayi-mayi des provinces du Kivu, ne représente en réalité aucun groupement mayi-mayi. De sources bien informées, j'ai appris que les leaders mayi-mayi ne reconnaissaient en aucune façon le MRC ou Bushoki comme un représentant politique ou comme un «coordinateur», quoique Bushoki essaye de prétendre le contraire.

Les leaders congolais ont fait plusieurs tentatives pour permettre aux milices mayi-mayi de participer au dialogue intercongolais au sein de délégations, pour museler ces revendications ou neutraliser leur dynamique. Quelques milices de Butembo ont accepté l'invitation de Mbusa Nyamwisi à faire partie de sa délégation. Le gouvernement de Kinshasa fut moins heureux dans ses essais de limiter l'influence des mayi-mayi par l'intégration de représentants camouflés dans le Dialogue. Même si à Sun City plusieurs personnes se dépeignirent comme des envoyés des mayi-mayi, les plus importants des membres de ces milices n'étaient pas présents, alors même que l'animateur du Dialogue, Sir Masire, a essayé de faciliter leur présence.

6. LA VIOLENCE ET L'ORDRE SOCIAL

«*Small wars need fine-grained explanations*» («De petites guerres nécessitent des explications tout en finesse»)⁵⁵, ce qui n'est que plus vrai quand on en vient à démêler les causes locales de la violence et de la guerre dans l'Est du Congo. Nul n'essaierait de comparer le GIA algérien avec les

⁵⁴ Il y a également «l'Union des forces vives pour la libération et la démocratie» et le «Conseil régional pour la lutte contre l'occupation étrangère» qui ont revendiqué représenter politiquement les milices mayi-mayi.

⁵⁵ RICHARDS, P., *Fighting for the Rain Forest. War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Porhsmouth, Heinemann, 1996, p.xi.

mayi-mayi, spécialement quand on est engagé dans des efforts locaux de rétablissement de la paix. Il serait également peu avisé de rendre équivalent le comportement de Joseph Kony à celui des leaders Dunia et Padiri. Bien avant mon enquête sur le phénomène mayi-mayi, j'étais arrivé à la conclusion que chaque conflit est étayé par les raisons particulières qui lui sont propres et produit ses propres irrationalités⁵⁶. Toutefois, si cette recherche n'était guidée que par le particularisme, cela signifierait qu'expliquer les mayi-mayi en termes de «nouvelle violence politique» serait totalement faussé et privé de sens. D'une part, j'ai opté pour le compromis de la théorie moyenne, qui oublie la théorie générale et place la dynamique au centre de l'analyse. D'autre part, la perspective rationaliste de la théorie culturelle néo-durkheimienne a fourni les outils nécessaires pour apercevoir les liens entre le cadre social et la dynamique de constitution de milices.

A l'inverse de la plupart des observateurs, j'ai essayé de comprendre les milices mayi-mayi comme une dynamique autonome au lieu d'une réaction locale à la présence de troupes étrangères. Caractériser ces milices dans les termes par lesquels ils se décrivent eux-mêmes aurait induit en erreur autant que condamné les combattants tout nus des milices au passage frontalier de Goma comme une manifestation de déviance sociale, encouragée par les ennemis rwandais et tutsi. Plutôt que de nommer les combattants mayi-mayi comme un mouvement de résistance entraîné par des idéaux nationalistes, j'ai tenté de présenter leur rébellion comme une réaction à la marginalisation et à l'exclusion et comme une alternative au désespoir. Même si de nombreux jeunes sont attirés aujourd'hui par le discours anti-rwandais de leurs leaders, cette philosophie n'est pas la cause de leur existence mais facilite la prolifération future d'autres milices en leur offrant un étayage idéologique très attractive.

La question qui reste est quels seront, à long terme, les effets de leur rébellion sur l'ordre social existant. Est-ce que l'aventureux combattant mayi-mayi va tendre à devenir un guerrier du type LRA, c'est-à-dire tourner la violence en une attaque de la société elle-même? Si les actes de leurs compagnons d'armes burundais doivent être perçus comme les précurseurs de leur propre comportement, alors le récent enlèvement par les FDD d'un nombre significatif d'enfants dans le but de les entraîner comme combattants de milices, ne peut mener qu'à de bien sombres perspectives. Jusqu'à présent, je ne crois pas que ceci va également arriver dans l'Est du Congo dans un futur proche. Je ne pense pas non plus que les milices mayi-mayi vont devenir progressivement un mouvement rebelle du genre du RUF. Les milices mayi-mayi actuelles, exception faite des bandes errantes de bandits qui oeuvrent sous la bannière des mayi-mayi, sont encore très attachées à la société rurale où ils recrutent leurs membres et où ils opèrent. De plus, la plupart de leurs

⁵⁶ DOOM, R. et K. VLASSENROOT, *op. cit.*

but et objectifs sont toujours en premier lieu concentrés sur la protection et le développement de leurs propres communautés.

Ce n'est pas pour dire que la prolifération de milices dans les deux Kivus ne produit aucun effet que ce soit sur l'ordre social ou rural. Tout d'abord, le conflit actuel et la prolifération de milices armées opèrent un glissement au plan de l'autorité à l'avantage de ceux qui ont la charge de groupements armés. Ainsi que cela a été illustré, une compétition féroce entre une nouvelle génération de leaders de milices et les autorités traditionnelles peut être repérée. Ce n'est pas un phénomène nouveau. C'était déjà un des efforts majeurs de certains membres de milices dans les années soixante de remplacer les chefs traditionnels et de devenir les nouveaux leaders de leur propre communauté ethnique. Aujourd'hui, cependant, quelques leaders mayi-mayi ont connu plus de succès et ont remplacé de fait les autorités traditionnelles pour devenir les vrais leaders des régions sous leur contrôle. Ce changement de contrôle n'est pas limité à la gouvernance des communautés mais affecte également des niveaux plus bas d'autorité, telle la direction de la famille. En second lieu, les milices procurent aux combattants une identité nouvelle, définie par leur position comme combattant mayi-mayi. Des rituels d'initiation les transforment en garde protecteur de leur communauté, mais dans le même temps viennent couper clairement le lien avec leur environnement social précédent. Après avoir été initiés, ils vivent dans un environnement totalement nouveau, caractérisé par un ordre différent et une autre structure d'autorité que ce qu'ils ont connu dans la société dont ils sont originaires. Même quand la population rurale accorde son soutien aux activités des milices, ses membres deviennent étrangers à leurs propres familles. Ceci nous amène à un troisième impact sur l'ordre social rural. Parce que, pour beaucoup de jeunes, devenir un rebelle devient un choix de carrière, l'ordre économique local est aussi sérieusement affecté. A l'inverse de milices semblables dans d'autres régions, les milices mayi-mayi ne représentent pas une renaissance du pouvoir patrimonial local. Un rapport récent des Nations unies sur l'exploitation des ressources en République démocratique du Congo déclare que les milices mayi-mayi «*se battaient contre l'Armée patriotique rwandaise (APR) et le RCD pour les empêcher d'avoir accès à des ressources telles que la colobotantalite, les diamants et l'or. Ils considèrent que les revenus tirés de l'exploitation de ces ressources sont l'unique raison d'être de la poursuite de l'occupation par les militaires rwandais*»⁵⁷. En attendant, elles exploitent elles-mêmes une part des centres miniers. A côté de l'industrie minière locale, ces milices essaient aussi de contrôler les réseaux commerciaux informels qui ont été traditionnellement la base de la vie quotidienne. Pour l'exploitation de ces réseaux, la mobilité sociale de la population a dû être restreinte et placée sous leur commandement.

⁵⁷ NATIONS UNIES, CONSEIL DE SECURITE, *Addendum to the Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo*, New York, 10 novembre 2001, p.26.

La question demeure: dans quelle direction vont s'orienter les milices actuelles? Aujourd'hui, la première sérieuse désaffection de leur arrière-plan social peut être remarquée. Une des plus sombres observations est que les mayi-mayi peuvent éventuellement devenir un mouvement uniquement orienté vers la survie de sa propre structure et, si nécessaire, se muer en une attaque de la société rurale locale. Beaucoup va sans doute dépendre de la position prise par la population rurale, mais aussi de la dynamique actuelle du conflit. Il serait également très prématuré de voir dans ces milices une nouvelle force politique potentielle. Comme il a été démontré, de nombreuses contraintes empêchent la formation d'un mouvement unifié et centralisé, même si les tentatives pour y arriver ont été récemment intensifiées. Peut-être qu'il vaudrait mieux ne pas essayer de pousser les leaders des milices dans la direction du jeu politique parce que la récompense que les jeunes combattants recevraient de leurs nouveaux chefs risque d'être très minime, si la moindre récompense est garantie du tout.

Gand, mai 2002